

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 458, 1,50 F
JEUDI 11 JUIN 1970



**cet
homme**

**est
dangereux**

Collombert

A.D.N.F.

Au sommaire

8. Le complot de M. Marcellin et Cie
Jean Verger

9. Tribunes libres pour le Conseil national

15. Lacq : De l'eau dans le gaz
Jacques Ferlus

16. Italie : Les travailleurs dans l'incertitude
Jean-Marie Vincent

18. La bataille d'Alger
Gérard Sarley



A.D.N.P.

A propos du meeting du 8 Juin

« Le Monde » du 10 juin 70 a publié un compte rendu inexact et tendancieux du meeting organisé lundi soir à la Mutualité par les organisations révolutionnaires contre la répression.

Ce compte rendu va dans le sens de la propagande gouvernementale en laissant croire à l'isolement des maoïstes et à la rupture entre eux et les autres courants.

L'ensemble des organisations — Ligue Communiste, P.S.U., V.L.R., L.R., V.P., A.M.R., C.I.M.R., U.N.E.F. — ont con-

fronté leurs points de vue sur l'organisation des luttes dans une atmosphère passionnée mais qui n'a jamais empêché l'expression des idées.

Des propositions précises ont été faites quant à la poursuite de l'action commune contre la répression.

La Ligue Communiste, seule, a pris la responsabilité de se retirer du meeting qui s'est poursuivi avec l'ensemble des autres organisations.

Il semble que la Ligue Communiste face aux bruits persistants de provocation policière

et fasciste ait choisi de désertier la Mutualité.

Les organisations soussignées sont décidées à poursuivre l'action commune notamment, pour commencer, en participant à la création d'un « secours rouge », organe de défense des masses et des militants français et immigrés contre la répression policière, judiciaire et patronale.

(Communiqué signé à Paris, le 9 juin 70, par l'U.N.E.F., le P.S.U., V.L.R., V.P., L.R., A.M.R. et C.I.M.R.).

tribune
socialiste

Hebdomadaire du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Belay, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descolonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaïre.

Maquette
Claude Picart

Directeur de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
32.000 exemplaires

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements
6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil
141, boulevard de Sébastopol
PARIS (2^e) - Tél. : 236-61-84
Com. Parit. n° 37.392

S.A. Imprimerie Editions Morlamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

Vacances en autogestion

MAISON FAMILIALE DU C.P.E. à LICQ-ATHEREY (Pyrénées-Atlantiques).

Tranquillité exceptionnelle - Au pied des Pyrénées - A 4 km de Tardets, petite ville ; 60 km au Sud-Ouest de Pau. - Excursions, promenades, pêche truite et fronton de pelote basque à 100 m.

Chambres pour couples - Petit dortoir enfants - Eau chaude, sanitaires, douches. - Cuisine équipée ; nourriture et confection des repas à la charge de chacun. - Toutes possibilités d'organisation de la vie en commun, gestion collective, veillées, selon le désir de participation de tous.

VOITURE OU VEHICULE INDISPENSABLE.

Participation aux frais :

4 F par jour, adulte ; 2 F enfant. Maximum à accueillir : 25 personnes ou enfants.

Toute réservation et correspondance, écrire d'urgence à :

Mme LAGNEAU, 2, Résidence Parc-de-Graville
64 - ANGLET-SAINT-JEAN

contre la démoralisation

CUBA. Départ le 6 juin (3 s.) : 1.850 F. Autres départs (4 s.) : les 4 et 25 juillet, les 1^{er} et 29 août.

la construction du socialisme et l'internationalisme

ALBANIE, 18 jours : 1.460 F - Dates : 1/8 juillet, 5/22 août.

chez des militants ruraux

BRETAGNE : Travail sur l'exploitation - Débats et discussions politiques, Ouvriers, Paysans, nous sommes le grand Parti des travailleurs.

Mexique - Moyen-Orient - Pérou - Bolivie - Sénégal - Mali - Algérie - Suède - U.R.S.S. - Yougoslavie - Pologne - Tchécoslovaquie - Roumanie.

Découverte et Culture

94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e. Tél. : 325.00.09.
Lyon : Tél. : 29.57.64.

A envoyer à Découverte et Culture, 94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris-6^e

Je désire • Recevoir une documentation

PAYS :

NOM

ADRESSE

PRENOMS

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

.....

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

Vive Marcellin !

Robert Chapuis

Pour la première fois en 144 ans d'existence, le « Courrier » de Saint-Claude a été saisi. Le gouvernement a en effet jugé que les lecteurs de ce journal ne pourraient lire un article de la section du P.S.U. qui s'intitulait : « Vive Pétain, vive Laval, vive Marcellin ! »

Le marché des procès a pris de telles proportions que l'offre de la justice s'en ressent. La France manque de juges, a dit M. Pléven. Elle manque aussi de policiers et de gendarmes. Elle manque d'indicateurs et d'inspecteurs en civil : à Grenoble, 30 n'ont pas suffi pour arrêter un jeune couple. Elle manque de prisons et de camps de redressement. Elle manque de matraques et de grenades, de tenues de combat et de mousquetons. Il existe encore des villes où les forces de l'ordre ne sont pas intervenues : ça ne peut plus durer.

Ça ne durera pas. Des crédits et des provocations régleront l'affaire. Car la répression n'est plus désormais une réponse du pouvoir face à des situations qu'il ne peut plus contrôler : elle devient l'arme « sociale » par excellence. Tout en fourbissant son arme « politique », par la fabrication d'une majorité large et silencieuse qui ira des vétérans du gaullisme aux tenants de Servan-Schreiber, le régime assure son avenir en extirpant par la force les germes révolutionnaires qui se trouvent dans notre société. La loi anti-casseurs, la loi dite sur les libertés individuelles, ajoutent au code pénal de nouvelles bases juridiques propres à assurer la dissuasion ou la condamnation. Peu à peu les tribunaux instituent une nouvelle jurisprudence, et l'on requiert désormais contre des délits « sociaux », ni politiques ni immoraux, mais attentatoires à l'ordre bourgeois : le vol d'un saucisson chez Fauchon coûte plus cher que la fuite d'un automobiliste après un accident ; la protestation d'innocence devient une rébellion contre la force publique, un outrage à agent, bientôt à magistrat ; les inscriptions sur un pont valent 6 et 8 mois de prison ferme alors qu'on lit peut-être sur les murs du Palais de justice un « votez Pompidou ».

Les arrestations arbitraires (qu'il faut bien justifier ensuite), les perquisitions, les vérifications, les intimidations frappent les gauchistes et ceux qui ne le sont pas : quatre militants communistes à Strasbourg, des syndicalistes, des commerçants, des touristes et tous ceux qui réagissent mal à l'arrestation des autres. Les commandos s'organisent, en voiture, en camionnette, pour attaquer les militants (comme nos camarades du XII^e arrondissement de Paris) ou mettre à sac les locaux (que l'on tire sur une permanence communiste à Marseille ou que l'on saccage le siège de « l'Idiot International »).

Pour obtenir l'industrialisation de la France façon Pompidou, il faut y mettre le prix : qu'importe s'il y a moins de justice, pourvu qu'il y ait plus de profit. C'est la loi du capitalisme. Les enfants des gauchistes remercieront un jour M. Pompidou de leur avoir fait un si beau pays et s'ils naissent en prison, ils apprécieront d'autant mieux le prix de la liberté. La société doit devenir une immense entreprise où chacun doit suivre les cadences et où la grève n'est plus tolérée.

De Frey à Marcellin, c'est une même politique (une tradition de l'Intérieur sans doute) : celle qui assure l'unité des possédants, avec les techniques de Giscard et les bons mots de Pompidou. De ce fait, le Premier ministre n'apparaît plus que comme un accessoire dont le faible encombrement explique seul le maintien. Le langage de la nouvelle société a fait son temps et M. Chaban-Delmas n'arrive plus à placer son discours. Sans doute l'entendra-t-on encore, à propos du Plan, parler de participation, de concertation et d'ardente obligation. On entendra encore ronfler le vocabulaire de ses conseillers. Après, rien ne pourra dissimuler le sourire amusé de ses ministres. L'ombre de Chaban-Delmas n'arrivera pas à couvrir celle de la matraque, et même s'il ne la tient pas, elle fera corps avec lui. L'équipe gouvernementale a fait son temps. Peut-être sauvera-t-on les formes (les municipales approchent), mais d'autres échéances arrivent : celles de l'automne et des rendez-

vous que les travailleurs donnent au patronat et à l'Etat, celles du régime, qui doit cimenter l'union des conservateurs autour d'hommes d'ordre et de raison dont le langage ne trompe pas et n'inquiète pas ceux qui les écoutent.

Le maire de Bordeaux aura été l'homme de la transition. Il n'est plus l'homme de la situation. Un autre visage apparaît, encore composite, car il emprunte des traits à plusieurs, mais on en connaît déjà le portrait-robot : l'homme moyen par excellence, le citoyen type de la V^e République, avec ses dents longues et sa conscience tranquille, ses appétits secrets et ses haines tenaces, M. Marcellin.

Nous savons maintenant quel est l'adversaire. Quand le doyen Zamansky dénonce à la police ses collègues, quand il crée les incidents par ses outrances et en appelle à la répression la plus féroce, il se fait déjà le ministre de Marcellin. Un nouveau pouvoir est en train de naître. Les portefeuilles se répartissent. Le pouvoir n'est pas à vendre : il est déjà acheté.

Pour les socialistes, la voie est claire. Il leur faut plus que jamais dénoncer les mirages de la nouvelle société de Chaban-Delmas, révéler l'hypocrisie des contrats de progrès, mobiliser les travailleurs contre l'emprise capitalistes. Mais un nouveau front est ouvert : contre la répression, il faut unir les forces qui la subissent aujourd'hui et celles qui risquent de la subir demain, si tant est qu'elles conservent une volonté révolutionnaire. Communistes et socialistes, réformistes et révolutionnaires doivent trouver les conditions de la riposte commune, pour rendre possible un jour la révolution socialiste. L'heure n'est plus à chicaner sur la tactique des uns ou des autres. Contre la répression et l'ordre moral d'un fascisme à la française, il faut opérer la jonction des étudiants et des travailleurs, mobiliser les forces qui ont besoin de la démocratie et réaliser un large front uni de défense socialiste qui permettra de poursuivre l'offensive sociale et de développer des luttes de masse plus décisives. □

Elections

Une élection s'achève dans le XII^e arrondissement. Gérard Féran dégage les conclusions que le P.S.U. tire de ce scrutin (ci-contre) tandis qu'Alain Moutot retrace les derniers moments de la campagne électorale (page 5). Une autre est engagée à Nancy où Rémy Grillault a enquêté sur la situation économique.

Répression

M. Marcellin amplifie encore la vague de répression qui s'abat sur la France. Jean Verger rappelle les différents moyens utilisés par le gouvernement (page 8) tandis que notre envoyé spécial à Grenoble, Jean-Yves Romo, a étudié sur le terrain la traduction pratique des directives du ministre de l'Intérieur (page 7).



Les leçons du 12^e

politique intérieure

Gérard Féran



En annonçant clairement leur désistement au second tour en faveur du candidat du P.C.F., M. Heckli, Philippe Simon et Théodore Topolanski, candidats de la liste d'Union des forces socialistes révolutionnaires, ont mis un point final à la polémique entretenue par ce parti : le refus du Parti communiste d'accepter officiellement un désistement au second tour lui a permis d'entretenir jusqu'au bout une ambiguïté et de présenter la candidature des forces d'extrême-gauche comme une campagne anticommuniste. Thèse facile qui permet d'accuser d'anticommunisme tout courant politique exprimant des désaccords profonds avec sa propre politique. Mais le Parti communiste ne pourra pas indéfiniment rejeter les questions qui lui sont po-

sées par les courants d'extrême gauche grâce à un amalgame inqualifiable où il associe pêle-mêle gauchisme, aventurisme et « suppôts de Marcellin ».

Il est grave cependant que nos camarades de la Ligue et du C.I.M.R. aient refusé d'accepter ce désistement. A moins de considérer définitivement le P.C.F. comme un ennemi de classe contre lequel il faut se battre prioritairement, il est difficile de justifier devant un certain nombre de travailleurs une telle attitude. Le Parti communiste, jusqu'à preuve du contraire, reste une force de la classe ouvrière. Qui plus est, il en est même la principale. Cette constatation ne nous dispense en aucun cas de dénoncer avec la plus grande fermeté ses objectifs et sa pratique. Elle ne nous autorise pas à le rejeter du mouvement ouvrier tant que la grande majorité des travailleurs n'aura pas manifesté son désaccord avec ses positions

L'analyse des résultats du premier tour nous permet également de nous poser un certain nombre de questions. Si les forces révolutionnaires, en effet, ont maintenu leurs posi-

tions par rapport aux présidentielles puisqu'elles atteignent, avec 4,5 % le total des voix obtenues par Michel Rocard et Alain Krivine, il reste que ce résultat est assez largement inférieur à celui obtenu par le candidat du P.S.U. en 1968. Les interprétations de ce phénomène peuvent être diverses. Mais cette situation démontre, s'il en était besoin, qu'il ne suffit pas de passer des alliances pour que la dynamique unitaire donne des résultats positifs. Les habitants du XII^e arrondissement n'avaient sans doute pas vu suffisamment les organisations soutenant l'U.F.S.R. mener des luttes en commun. L'apparition d'une force et d'un sigle inconnus jusque-là a pu en désorienter certains. Mais ce problème n'en serait pas un s'il ne révélait la difficulté qu'éprouve la population à comprendre un certain nombre de nos objectifs.

Une telle expérience pour autant est loin d'être négative. Elle a permis à des militants d'organisations révolutionnaires de lutter en commun sur des bases nettement plus élargies que les campagnes ponctuelles menées jusque-là avec telle ou telle organisation. Elle a montré la difficulté

mais aussi la nécessité de poursuivre et d'approfondir cette lutte commune. De ce point de vue, la campagne unitaire du 12^e arrondissement marquera une étape importante dans la construction

d'un parti révolutionnaire. Mais elle manifeste aussi que celui-ci ne naîtra pas magiquement d'un accord d'états-majors, et qu'il n'a de sens qu'en rapport avec des luttes menées en profondeur par

les militants révolutionnaires. Nous avons constaté, enfin, que le fascisme à visage découvert jouissait de la totale impunité dans Paris. A trois reprises, des militants de l'U.F.S.R. ont été attaqués et

sérieusement blessés par l'Ordre Nouveau ou les C.D.R.

On n'a pas vu pour autant M. Marcellin, preux défenseur de la non violence, fait preuve de son agilité habituelle.

Comme il a suffisamment montré par ailleurs que l'information ne lui faisait pas défaut, il faut croire qu'« l'Ordre Nouveau » lui inspire quelque sympathie. Nous nous chargerons de le faire savoir...

Quelques questions à la Ligue Communiste

Christian Leucate

Au soir du premier tour des élections du XII^e arrondissement, les candidats P.S.U. et Lutte Ouvrière de la liste d'Union des forces socialistes et révolutionnaires annonçaient leur désistement en faveur du communiste arrivé second derrière le général de Benouville, candidat officiel du pouvoir. Le même soir, la Ligue communiste rompant l'unité du premier tour, faisait connaître son refus définitif de s'associer à ce désistement.

Nous ne doutons pas que la Ligue puisse tirer avantage de cette attitude pour donner à peu de frais à ses troupes étudiantes le sentiment de l'intransigeance révolutionnaire. Mais qu'il nous soit permis de penser qu'elle fait surtout la preuve devant l'ensemble du courant révolutionnaire, de son incohérence tactique et de ses difficultés à rompre avec le sectarisme et ses prétentions avant-gardistes.

L'union des forces réalisée au premier tour, la plate-forme élaborée en commun avait une signification sans équivoques : il s'agissait d'affirmer au sein des masses l'exigence — et la possibilité d'un pôle politique à la gauche du P.C.F. ainsi que notre volonté de conduire de façon offensive les luttes anticapitalistes dans la perspective d'une stratégie révolutionnaire.

Mais il ne suffit pas de conduire une telle démonstration sans faiblesses ni concessions. Il faut également savoir assumer toutes ces responsabilités

prises devant les masses. Serait-ce sombrer dans le crétinisme électoral que de se refuser à négliger les quelques enjeux immédiats d'une telle bataille ? Après le type de campagne menée au premier tour, à qui la Ligue ferait-elle croire que le désistement ne serait qu'un retour inavoué aux mœurs politiciennes de la social-démocratie, qu'une caution aux illusions de l'« unité de la gauche » et à la stratégie électoraliste du P.C.F. ? Faut-il vraiment démontrer qu'il n'y a pas là « une politique côté cour et une politique côté jardin » mais la seule attitude logique avec nos exigences du premier tour ?

C'est justement parce que nous sommes conscients de la nécessité d'ébranler l'hégémonie du P.C.F. au sein de la classe ouvrière, parce que nous savons bien que les campagnes électorales ne joueront jamais qu'un rôle subsidiaire dans un projet politique dont le développement réel passe par notre présence offensive au sein des luttes de masses que nous nous refusons à placer le débat avec la Ligue au niveau des réflexes les plus sommaires d'anticommunisme ou d'antiélectoralisme où se situent peut-être certains de ses militants. Posons-lui au contraire, les vrais problèmes :

● la seule logique — politique et non seulement électorale — d'un second tour est, pour nous, de désigner clairement aux yeux des masses l'adversaire principal dans le conflit de classes. La Ligue, qui se

refuse à juste titre aux simplifications caractérisant globalement le P.C.F. comme un ennemi de classe, ne s'accroche-t-elle pas, en l'occurrence, à une tactique indéfendable ? Son narcissisme politique ne la conduit-elle pas dangereusement à refuser de mener en commun le combat défensif contre le représentant avoué de la bourgeoisie ? A le faire, elle ne se place pas sur un meilleur terrain que le P.C.F. lui-même lorsqu'il préfère la dénonciation des gauchistes à l'unité du mouvement ouvrier contre la répression et elle lui donne en plus des arguments inespérés pour justifier une telle attitude auprès de ses militants.

● Un débat politique sans complaisance est ouvert au sein même du mouvement révolutionnaire avec toutes les tendances, organisées ou inorganisées, attirées par les déviations sentimentales de type populiste ou putschiste. Une condition même du regroupement révolutionnaire est de combattre politiquement cette ultragauche petite-bourgeoise en faisant concrètement la preuve des impasses où elle peut conduire le mouvement ouvrier, en développant pour notre part une stratégie révolutionnaire et une pratique de lutte conséquentes. Cela n'a rien à voir avec les rodomontades de la Ligue au second tour : ne s'agirait-il pour elle que de « tomber à gauche » ? de céder à la logique facile de la surenchère et de la démagogie révolutionnariste ?

● Enfin construire le parti révolutionnaire est-ce s'auto-proclamer « nouvelle avant-garde » quitte à chercher à grossir ses rangs par un racolage sans principes des divers dissidents du P.C.F. (1) ? Est-ce au contraire tenter d'offrir une perspective politique à l'ensemble des militants révolutionnaires, y compris ceux qui se trouvent encore sous le contrôle du P.C.F. ? N'est-ce pas aussi, alors que l'hégémonie réformiste s'affirme plus que jamais sur les divers fronts de lutte,

faire la preuve — y compris en sachant accepter à certains moments l'action unitaire avec le P.C.F. — de notre capacité collective à prendre en charge, au nom d'une nouvelle exigence révolutionnaire, l'ensemble des luttes immédiates ?

La vanité solitaire de la Ligue Communiste sur le XII^e arrondissement n'y contribue guère.

(1) Les variations de la Ligue autour du cas Garaudy, de ce point de vue, méritent quelque intérêt.



Un meeting révolutionnaire

Jacques Galus

Vendredi 5 juin, il a été démontré qu'une quelconque réunion électorale pouvait être utilisée comme une arme pour le combat socialiste. Devant une assistance d'au moins 500 personnes, celles qui avaient pu prendre place à l'intérieur, Si-

mon, le parti ou chaque groupe soutenant la campagne. C'est au cours d'un affichage que Simon, voulant dégager un camarade aux prises avec un groupe fasciste soudainement arrivé en camionnette, fut à son tour roué de coups par

Le 4 juin au matin, le candidat de l'Union des Forces Socialistes et Révolutionnaires à l'élection du XII^e arrondissement de Paris, Philippe SIMON, secrétaire de la Fédération de Paris du P.S.U., a été attaqué avec un groupe de colleurs d'affiches par des nervis fascistes qui veulent imposer « l'ordre nouveau » des C.D.R.

Blessé au visage et à la tête, notre camarade SIMON a été admis en observation à l'hôpital Cochin.

Le Bureau National du P.S.U. proteste de la façon la plus énergique contre cette attaque inqualifiable. Au moment où s'ouvre le dernier débat sur la loi scélérate, on voit ainsi de quel côté se situent les violences et les atteintes à la démocratie.

Devant une situation qui s'aggrave, comme en témoignent notamment les brutalités policières contre des militants communistes à Strasbourg, les arrestations incessantes de jeunes lycéens, étudiants et travailleur, les attaques de commandos fascistes devant plusieurs lycées de Paris ou de province, le P.S.U. appelle les travailleurs à s'unir contre la répression et à organiser leur défense contre le renouveau des activités fascistes.

COMMUNIQUE DU B.N.
DU 4 JUIN 1970

mon, le front barré d'une cicatrice encore toute fraîche souligna le caractère unitaire et révolutionnaire de cette campagne. Il expliqua comment le XII^e avait été divisé en zones d'affichage attribuées à cha-

ce commando d'une dizaine d'individus armés de barres de fer. Le tout sous l'objectif des caméras de l'O.R.T.F. qui filmait pour le Panorama du 26 juin 1970, une émission sur le P.S.U... saisi sur le vif.

Stages d'été

Trois stages principaux de formation sont dès maintenant décidés pour l'été prochain :

- 1) Stage « Jeunes travailleurs » du 1^{er} au 14 août, en Corse.
- 2) Stage de formation de cadres fédéraux, du 23 au 30 août, sur les bords de la Loire.
- 3) Stage « étudiants », du 1^{er} au 7 septembre, dans le Massif Central.

Un prochain « Directives » définira le programme, l'organisation et les modalités d'inscription. Mais dès maintenant veillez à vous conserver quelques jours de liberté.

Intervenant à la suite, Du-burg de « Lutte Ouvrière » dénonça les diverses agressions de la bourgeoisie sur le cadre de vie des travailleurs. Il souligna et ce point sera repris par tous les autres intervenants que la majorité au pouvoir ne s'avouerait pas vaincue si d'aventure les électeurs ne lui accordaient plus leurs suffrages.

Briang pour l'Alliance Marxiste Révolutionnaire expliqua que le phénomène Marcellin n'était pas accidentel, que la loi scélérate visait l'ensemble du mouvement ouvrier qui malheureusement ne partage pas aujourd'hui ce point de vue. Le vote en faveur de Simon et Topolanski devait traduire la nécessité du socialisme et permettre de compter les partisans déterminés de la révolution en France.

C'est aussi sur le sens de la répression que devait intervenir Krivine représentant la Ligue Communiste, pour se poser la question de savoir pourquoi aujourd'hui et jusqu'où serait faite l'utilisation de cet outil à la disposition de la bourgeoisie qu'est la répression. Sur les conditions de cette utilisation, Krivine démontra que la bourgeoisie française essayait des difficultés politiques, sociales, économiques et financières plus importantes et plus inquiétantes pour elle qu'avant mai 1968.

Insistant sur les données politiques, Krivine expliqua que, supprimées par de Gaulle, les

structures intermédiaires ne pouvaient plus canaliser le mécontentement des masses. La disparition de ces structures qui masquaient la lutte de classe entraînait l'affrontement direct du prolétariat et d'autres couches avec le pouvoir central.

Du point de vue social, il parla de la groupusculation de la majorité qui limite son champ de manœuvre. L'assise sociale qui devait appuyer les initiatives du gouvernement n'était pas homogène.

Pour conclure, Krivine exalta les révolutionnaires à ne pas se battre sur le terrain choisi par les adversaires.

Vigier pour le C.I.M.R. dénonça l'accaparement de la Résistance Française par la minorité gaulliste de l'époque et la majorité actuelle. Pour lui, une nouvelle résistance devait s'organiser, mais une résistance composée des masses et des travailleurs sous peine d'être utilisée par le pouvoir.

Sur ce, notre secrétaire national, Michel Rocard exposa les fondements économiques de la politique et de la répression du gouvernement. La bourgeoisie française qui disposait de tous les pouvoirs n'a rien fait. Aussi le passage au néo-capitalisme s'avérait une dure épreuve compte tenu d'une base sociale contre laquelle bien souvent venaient s'abattre les atteintes du capitalisme dans sa volonté de concentration accentuée, dans le but de renta-

bilisation plus grande sous peine de disparaître. Notre camarade énonça que par la combativité ouvrière, la bataille du prolétariat avait pris une forme nouvelle. De plus le conflit de classe sort de la classe ouvrière et partage le monde paysan. Toutes ces données expliquent la politique du gouvernement.

Mais cette répression n'est que l'une des faces de son action — car pour la bourgeoisie la solution fasciste serait économiquement un repli.

Rocard expliqua là, notre désaccord avec la Gauche Prolétarienne qui ne voit que la force répressive.

Chaque intervenant devait souligner la solidarité avec les militants Le Dantec et Le Bris, « Nous sommes tous la G.P. ».

Reprenant la parole Simon annonça qu'un meeting antifasciste serait proposé aux organisations de la gauche traditionnelle, le lendemain, samedi, en vue de s'organiser contre la répression et les commandos fascistes. Seul Horizon 70 ayant répondu le meeting ne devait pas avoir lieu.

Cette campagne électorale de toutes les organisations devait être considérée comme un point de départ d'un rassemblement des forces révolutionnaires en vue de la constitution d'un parti qui manque tellement aujourd'hui pour faire aboutir les divers combats de la masse des travailleurs. C'était mieux qu'un début. □

« LE DEVOIR POLITIQUE NE SE NÉGOCIE PAS... IL S'ACHÈTE ! »



BAROU.

La situation économique en Lorraine

Rémy Grillault

Une nouvelle crise politique est ouverte à Nancy. Cette fois à propos de tracé d'autoroute. Cela suscite des « sauveurs » de la Lorraine-Sud. Il faut donc faire un certain nombre de mises au point.

Lorraine-Sud et Lorraine-Nord

L'économie lorraine s'est bâtie à la fin du XIX^e siècle sur plusieurs zones de mono-industries (fer-sidérurgie, houille, chimie, textile) et sur une ville à la fois « intellectuelle » et pluri-industrielle : Nancy (favorisée par l'annexion de l'Alsace-Lorraine).

Ces bassins de mono-industrie étaient liés à la présence de matières premières dans le sous-sol lorrain, exception faite du textile vosgien (l'installation du textile sur les torrents vosgiens est due à des circonstances historiques : le repliement d'une partie du textile alsacien en 1870). Ces bassins produisent essentiellement des matières premières,

des produits bruts ou semi-finis. L'absence d'industries de transformation résulte à la fois d'une certaine tactique du patronat mais aussi du caractère de zone frontrière de la Lorraine. En 1962 la Lorraine produisait environ 93 % du minerai de fer, 63 % de l'acier, 30 % de la houille, 30 % des filés de coton, 60 % de la soude, etc. Mais depuis une dizaine d'années ces productions ont connu des crises graves, se cumulant et entraînant des licenciements massifs :

- d'abord crise du textile vosgien due à la perte des marchés d'outre-mer, en particulier indochinois ;

- puis crise dans les mines de fer sous l'effet combiné de la croissance rapide de la productivité et de la concurrence étrangère (Suède, Mauritanie, dont les minerais sont plus riches) ;

- crise dans le bassin houiller du fait de la crise géné-

rale de cette source d'énergie :

- crise de l'emploi dans le bassin sidérurgique à cause de la restructuration et de la modernisation de cette branche avec création d'une sidérurgie sur mer (liée à l'importation de minerais de fer étrangers).

A ces problèmes industriels s'ajoutent les problèmes agricoles que connaissent à l'heure actuelle presque toutes les régions françaises.

Une crise structurelle

Cette crise structurelle est caractérisée par :

- le déclin irréversible de secteurs économiques importants : le textile dans les Vosges, la production de houille et de fer ;

- les phénomènes de fusion et de concentration dans la sidérurgie et la chimie ;

- un sous-développement du secteur tertiaire dû en particulier au manque de vil-

les. Sauf Metz et Nancy il n'y a pas de vraies villes mais des cités ouvrières autour de l'industrie lourde. La plupart des sièges sociaux sont à Paris. Même Nancy, ville administrative et universitaire, ne possède pas un vrai tertiaire d'entraînement lié à l'industrie.

- Il y a peu de moyens de communication à l'intérieur de la Lorraine et de la Lorraine avec l'extérieur. Là aussi il faut incriminer le type d'implantation industrielle qui a créé des bassins de mono-industrie très isolés les uns des autres.

- Il y a un sous-équipement scolaire et de formation professionnelle, résultat lui aussi de l'industrie lourde demandant peu de qualification et de l'isolement.

Ces différents facteurs ont amené un problème de l'emploi actuellement camouflé par la conjoncture plus favorable depuis 1969. Pour la première fois le recensement de 1968 a révélé un solde migratoire négatif. Le rapport du préfet de région sur les orientations du VI^e Plan conclut que, en supposant une politique volontariste de création de 4.000 emplois par an d'ici à 1975, il faudra accepter cependant le départ de 25.000 actifs pendant la durée du VI^e Plan. Entre 1968 et 1975, toujours d'après le rapport du

préfet, les industries lourdes (fer sidérurgie, houille) passeront de 135.000 emplois à 101.000.

Ce problème de l'emploi se caractérise par : une distorsion entre la demande et l'offre à la fois quantitative et qualitative (nombre et niveau de qualification) et géographie (distorsion entre les anciens bassins et les implantations nouvelles) : un sous-emploi féminin dû aux structures de l'industrie lourde et au sous-développement tertiaire.

Il y a enfin les problèmes posés par la proximité de la Sarre.

Un leurre en régime capitaliste

Il y a d'abord eu pendant longtemps l'absence de toute politique de la part de l'État et des collectivités locales, laissant le patronat mener comme il l'entendait tant la politique de localisation et de développement que la politique de formation des hommes.

Puis devant la crise différentes mesures ont été envisagées. Action très dispersée des collectivités locales créant des petites zones industrielles. Grands travaux entrepris par l'État en particulier la mise en chantier d'une liaison Nord-Sud par la canalisation de la

Moselle. Mais le patronat de la sidérurgie menait de son côté sa propre politique avec la complicité, sinon l'appui, des pouvoirs publics (signature du plan professionnel en 1966 contredisant le V^e Plan ; abandon de la liaison Nord-Sud au profit d'une liaison Seine-Est). En même temps que la décision sur le tracé de l'autoroute (tracé Nord desservant les bassins sidérurgiques et miniers) on apprend que la SOLLAC va entreprendre la création d'une usine à Fos-sur-Mer et réduire de ce fait son activité en Lorraine...

Il y a eu enfin la politique des métropoles d'équilibre et la création d'une aire métropolitaine Metz-Nancy. Cela aurait pu fournir l'occasion d'une réflexion d'ensemble sur le développement de la région. Mais noyé dans une politique de clocher et de fausses querelles entre le Nord et le Sud, le plan d'aménagement risque surtout de devenir une succession de petits compromis, tandis que les grands industriels continueront de traiter directement avec Paris et de s'installer là où leur profit sera le meilleur. On peut se battre long-

temps sur des tracés de routes ; cela ne sert à rien quand ni la région, ni même l'Etat ne possèdent le pouvoir de définir quel type de développement doit servir cette voie de communication.

Peut-être que plus encore que la Bretagne ou l'Auvergne, l'exemple du Nord ou de la Lorraine démontre l'incapacité du capitalisme d'assurer une croissance harmonieuse. Il montre aussi l'échec d'une politique d'aménagement du territoire qui a refusé de mettre en cause le profit capitaliste. □

L'unité contre la répression a échoué

Les deux mille étudiants mobilisés avaient compris que, au-delà d'une défense des franchises universitaires, c'était une offensive contre la répression et la provocation qu'ils devaient organiser. Face à eux il y a eu de nombreux obstacles.

● *Les flics* qui encerclaient le campus et qui les empêchaient de sortir en groupe.

● *Les autorités universitaires* suspendant cours et examens, pour soi-disant « montrer leur courroux contre la pénétration des flics sur le campus », démobilisaient ainsi une grande masse d'étudiants susceptibles d'être mobilisés.

● *Le P.C.F.*, une fois de plus, faisait dire par l'U.E.C., ses enseignants du SNESup, ses responsables C.G.T, qu'il ne riposterait pas à la répression avec des « gauchistes Marcellin ». La C.G.T. faisait dans les entreprises son habituel scénario : Répression = provocation gauchiste = fils à papa.

● *Les militants P.C.F. du SNESup* se ralliaient au principe d'une grève de 24 heures « pour protester contre l'intrusion d'éléments étrangers sur le campus ».

● *L'association générale U.N.E.F.*, contrôlée par l'A.J.S. (alliance des jeunes pour le socialisme), décréta qu'aucune mobilisation étudiante n'était possible. Cela allait, à l'évidence, contre la vérité : deux mille étudiants avaient riposté aux flics, et le rôle de l'U.N.E.F. était de les organiser pour faire connaître les faits à une opinion manœuvrée par la presse et le quadrillage policier.

Cette position fut relayée par des enseignants et des chercheurs qui proposèrent une manifestation d'enseignants uniquement dans la ville. Ce défilé aurait eu un caractère pacifique, les enseignants du P.C.F. s'y seraient ralliés. Mais cette opération n'aurait été qu'une promenade de mandarins. Les militants concernés, ceux qui avaient repoussé les provocateurs, appelèrent avec le P.S.U., la Ligue communiste et « Lutte ouvrière » à cette promenade pour la transformer en une véritable riposte politique. Cinq cents personnes répondaient à cet appel vendredi. Les enseignants se retirèrent très vite de cette manifestation : les flics attaquèrent très vite pour la disperser. Gageons que l'A.J.S. traitera les cinq cents manifestants d'avoir fait une manœuvre pour saboter une

manifestation digne et unitaire des enseignants. Gageons aussi que pour dénoncer la répression policière le P.C.F. traitera ces manifestants de fils à papa et de provocateurs.

Que cinq cents étudiants et professeurs qui, la veille, repoussaient les flics hors du campus, aient pu, le lendemain du vote de la loi scélérate, manifester dans une ville quadrillée de flics, c'est une victoire politique non négligeable. Mais le P.C.F., comme au début de la guerre d'Algérie, préfère laisser aux « gauchistes » le soin d'essayer les plâtres des nouvelles prisons que prépare la loi scélérate. Soyez indignés, mais cachez-vous !

La nuit des barricades

Dès l'instant où le P.C.F. et l'A.J.S. (le premier en sacrifiant à son attitude du 1^{er} mai, le second en essayant bureaucratiquement de ne pas donner au rapport de forces l'ampleur qu'il méritait) refusaient leur soutien et s'enterraient dans les polémiques intersyndicales, l'initiative politique revint au P.S.U. et partiellement à la Gauche prolétarienne. Mais cette dernière tomba dans le piège tendu par les flics : enfermer les étudiants dans le campus et les y laisser jusqu'à ce que casse s'ensuive. La casse a eu lieu dans la nuit de samedi à dimanche. Les militants G.P. s'enfermèrent dans le campus pour « résister ». L'état de siège a failli être rompu par un appel à un bal populaire (samedi soir) derrière les barricades, mais la présence des flics n'a pas attiré la grande foule autour d'un orchestre coupé par les bruits des grenades et des cocktails Molotov. Dès lors, la seule conclusion pour les maoïstes a été de partir, dimanche matin, après une nuit de combats où joua encore la solidarité contre la répression. La seule solution correcte pour ne pas laisser pourrir la situation était de laisser les flics enlever les barricades et de préparer unitairement une offensive politique contre la répression pour le lundi. C'est ce à quoi s'attachèrent le P.S.U., la Ligue communiste, « Lutte ouvrière ». Cette offensive politique contre la répression sera aussi menée dans les entreprises, malgré la résistance du P.C.F. L'unité des révolutionnaires contre la répression ne passe pas par la peur. Ce sont les patrons qui se défendent à Grenoble. La provocation, le foisonnement des jeeps et camions de flics sont leurs armes. L'arme des travailleurs, ce sera la solidarité active pour tous les militants frappés par la répression. □

Les flics ont reculé

Jean-Yves Romo



Depuis la semaine des « attentats » au plastic, Grenoble avait retrouvé son « calme ». Les policiers quadrillaient la ville, occupaient le foyer de travailleurs immigrés de Seysinet. Les polices parallèles (S.A.C., commandos d'extrême-droite) veillaient à ce qu'il n'y ait pas d'affiches collées par les révolutionnaires. La police judiciaire avait reçu des consignes pour étouffer, oublier l'affaire des attentats.

Provocation, marcellinades et riposte massive

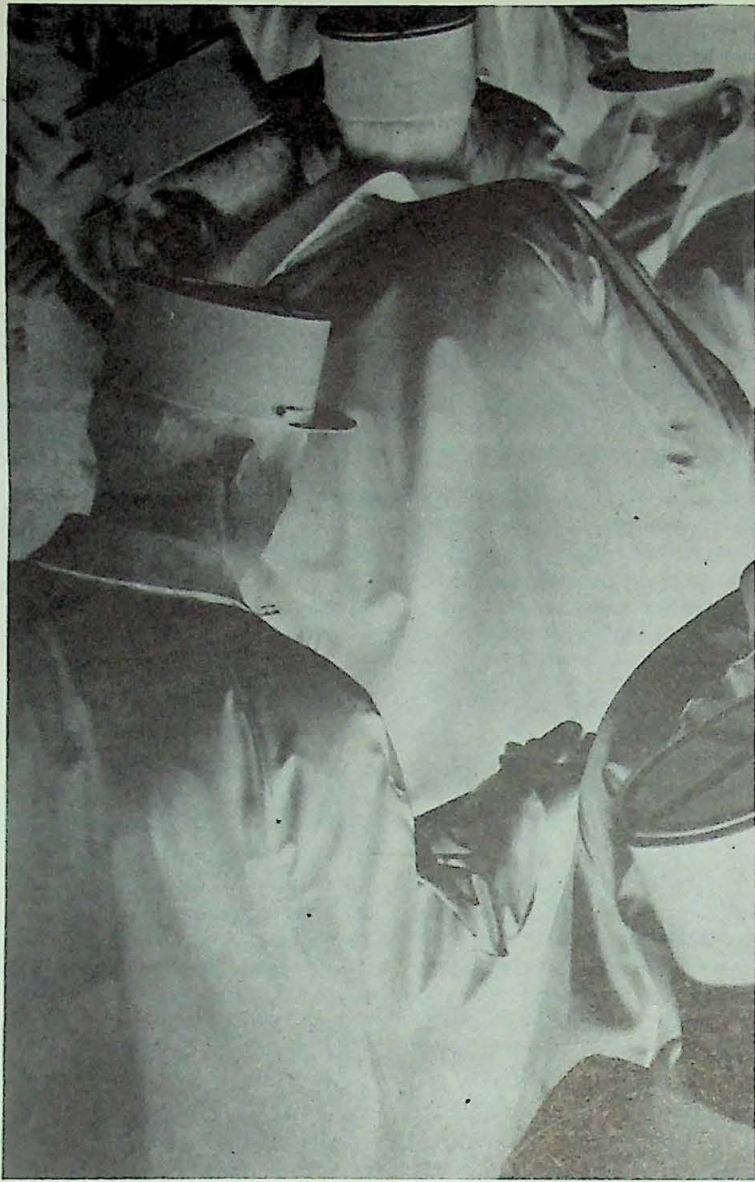
Mais la population, elle, se demandait bien pourquoi, arrêtant et trouvant si facilement les militants révolutionnaires on ne trouvait pas les poseurs de bombe. Pour donner à cette population la certitude qu'un gauchiste ne peut courir impunément et qu'on peut tout de même l'interroger et le suspecter d'attentats qu'il n'a pas commis, une provocation policière a été montée mercredi dernier.

La provocation est simple : on va aller cueillir sur le campus le couple Blanchet. Ces deux militants sont les responsables locaux de la Gauche prolétarienne. Le jour du vote de la loi scélérate au parlement, quel beau coup de filet pour des policiers zélés ! Or ce sont ces flics en civil armés de matraques et chaînes de vélo qui ont été éjectés du campus. Trois heures plus tard, un millier de C.R.S. envahissent le campus.

Des C.R.S. envoyés par le préfet sur ordre de Marcellin. Les C.R.S. ont comme mission : retrouver Geismar, il est sur le campus. Les cerveaux phosphorent au ministère de l'Intérieur. Comme « Minute », « Paris-Press » ou « Carrefour », il faut bien présenter aux « étudiants sages » du campus Geismar comme l'ennemi numéro 1 de la tranquillité publique !

Il faut mille flics pour l'arrêter ! Cette « marcellinade »

va être de courte durée. A 19 heures il y a des C.R.S. sur le campus, à 20 h il n'y en a plus. Entretemps, il y a une mobilisation de deux mille étudiants qui les chassent à coups de pierre. Pour pouvoir expliquer que les étudiants sont tous des casseurs, les flics bombardent le restaurant universitaire de grenades. La double provocation avait échoué devant l'unité de tous les étudiants. Les flics, jetés hors du campus, le mirent en état de siège. La seule riposte était d'édifier des barricades dans la nuit et de contrecarrer « l'intox » menée par la radio et les journaux. Cette « intox » était simple : « De vilains maoïstes ont mis deux mille bons étudiants dans leur poche et ils cassent tout pour faire des barricades. » Pendant trois nuits, de jeudi à dimanche, un millier d'étudiants ont défendu les barricades. L'action contre la répression a, militairement parlant, été un succès, mais l'atmosphère a-t-elle été politiquement ?



Le complot de M. Marcellin et Cie

Jean Verger

L'hebdomadaire « Carrefour », dans son numéro de la semaine dernière, reprenait à son compte, « à la une », le thème du « chef d'orchestre clandestin » qui fomenta la guerre civile en France ; le discours de Marcellin y était intégralement reproduit, le tout assorti de commentaires savoureux sur l'alliance tactique des... maoïstes et de Georges Séguy ! Comme on le sait, « Carrefour », ancien hebdomadaire légal de l'O.A.S. et de ses suppôts, est aujourd'hui une feuille qui exprime régulièrement les idées de l'extrême-droite réactionnaire de l'U.D.R. : « Carrefour » apporte à sa façon sa caution au pouvoir comme l'ex-commissaire Dides apportait récemment la sienne au sieur de Bénouville dans le XII^e arrondissement de Paris. Pour justifier des mesures de répression qui n'ont pour équivalent (à part celles du

régime vichyste que Marcellin encensait dans sa jeunesse) que celles des années 30, Marcellin a fabriqué un « complot » international, le complot chinois, nouvelle version du péril jaune.

Mais le véritable complot contre les libertés démocratiques bourgeoises se situe au sein du pouvoir : la volonté systématique de démanteler le mouvement révolutionnaire par la répression a pour but de cimenter la « majorité » au pouvoir devant un danger commun. Un jour viendra où le seul lien évident entre les hommes du pouvoir sera précisément cette volonté répressive.

Pour cela, Marcellin et ses amis utilisent l'arme policière, avec tous ses raffinements :

- Intervention active de policiers en civil dans les manifestations, chargés de repérer, de provoquer les gauchistes (on sait bien, au Palais de

Justice, que ce sont souvent les mêmes « témoins » policiers qui, de procès en procès, viennent défiler à la barre, en reconnaissant sans vergogne des dizaines d'inculpés).

- Création de fiches « policières » pour chaque personne arrêtée : ces fiches sont, en cas de nouvelle arrestation, utilisées par les policiers pour faire pression sur les juges (pressions efficaces, puisque de nombreux militants sont condamnés à des peines sans commune mesure avec les actions commises : 6 mois de prison, par exemple, pour des inscriptions sur un pont. Voilà un exemple de l'impartialité de la justice bourgeoise).

- Ordres systématiques donnés aux différentes polices d'interpeller, si possible en provoquant, les militants vendant leurs journaux, distribuant leurs tracts, etc.

- Utilisation des nervis fascistes d'Ordre nouveau pour les besoins de provocation courante.

- Le tout enrobé dans la sauce C.D.R. qui permet de tenir en main les troupes de l'U.D.R. sous les appels à la « défense de la légalité républicaine ».

Le vote, enfin, de la loi scélérate va donner une apparence de légalité à la répression des manifestations, même si, et on pensera à ce sujet à la trop fameuse manifestation de Charonne en 1958, les exceptions de « provocation » prévues par la loi pourront toujours être retournées contre leurs véritables auteurs, les flics.

La manière provocatrice avec laquelle les Renseignements généraux de l'Isère ont mené l'opération contre le campus universitaire de Saint-

Martin-d'Hères est significative à cet égard.

A l'édifice policier se superpose donc maintenant l'édifice juridique : la mariée est trop belle. Les réactions des étudiants de Grenoble, celles des chercheurs et des étudiants de la faculté des sciences de Paris, le développement des luttes ouvrières montrent à quel point le gouvernement risque d'être bloqué par la machine répressive mise savamment au point par Marcellin.

Un mois de répression risque de faire plus pour l'unité des forces révolutionnaires que des années de discussion.

Un autre résultat positif de la politique de Marcellin est l'embarras dans lequel se trouve plongé le P.C.F. pour continuer ses calomnies acrobatiques d'il y a un mois : li aussi le combat doit continuer. □

CARREFOUR *des Idées*

MERCREDI 3 JUIN 1970 - N° 1340 FRANCE, 2 F (Belgique, 32 F; Espagne, 35 P) - Champs-Élysées, Paris-8^e

*des arts
des lettres
des sciences*

Les 3 armes mortelles du chef d'orchestre clandestin

1^o La guerre "psychologique"

par les agences d'information, la presse, les postes de radio et surtout l'O.R.T.F. (où il a des agents et complices) il fait déformer les faits pour sensibiliser l'opinion publique :



2^o La "guerre des rues"

pour créer la panique dans l'opinion ainsi sensibilisée par l'information déformée et subversive :



3^o Les grèves tournantes

substitut de la guérilla urbaine, qui mobilisent peu d'hommes, mais contrarient l'activité de millions d'individus et sapent l'économie de la Nation.



« Dans tous les pays du monde, ou presque, il y a un parti maoïste, il y a des marxistes-léninistes... Il est raisonnable de dire — et les renseignements que j'ai me permettent de le dire — que les chefs d'orchestre se rencontrent.

Il est facile d'imaginer qui peut être le chef d'orchestre du maoïsme et du marxisme-léninisme. »

(Raymond MARCELLIN, O.R.T.F., jeudi 28 mai, 19 h 45.)

PHOTOS KEYSTONE, UNITED PRESS, A.G.F., UNIVERSAL

L'oubli

Patrick Viveret

Le second anniversaire de Mai 68 a fait l'objet d'un certain nombre de réflexions dans toute la presse et tout particulièrement dans les journaux des organisations d'extrême gauche. Les analyses politiques présentées sont plus ou moins rigoureuses, plus ou moins discutables. Mais si le débat sur ce point est primordial au sein du mouvement révolutionnaire, si l'effort pour créer les outils organisationnels qui ont empêché il y a deux ans que la question du pouvoir d'État puisse être posée est de la plus grande importance, il reste que Mai 68 nous a appris beaucoup d'autres choses et que nous sommes peut-être aujourd'hui tranquillement en train de l'oublier.

Que reste-t-il en effet de l'extraordinaire « dévoilement » qui fit surgir à l'état de spectacle et d'utopie tout ce qu'un peuple avait refoulé d'envie de vivre ?

A vrai dire peu de chose. Car de ces journées où la télé s'est trouvée inextricablement mêlée au soupçon radical par un doute qui remettait en question toutes les évidences imposées, et pas seulement celles de la bourgeoisie, il ne reste plus aujourd'hui ni fête, ni soupçon mais

cial. Des hommes réapprenaient à parler, à aimer et à désirer, à refuser que leur travail leur soit étranger. Cette faille était intolérable. Toute la volonté de la bourgeoisie depuis lors n'a eu d'autre objet que de la combler. Il fallait que Mai soit un accident, une folie, un complot international selon Marcellin, un ralentissement de la croissance selon les économistes. Bref un pavé sur le chemin fleuri de l'expansion. Il fallait qu'au doute le plus radical, celui qui portait sur la vie même telle qu'elle nous était proposée, se substitue la certitude... Et il incomba au mouvement révolutionnaire de tout faire pour empêcher la réussite de cette opération. Pour cela nous devions être ambitieux. Comme militants politiques nous savions que la révolte ne se transforme pas d'elle-même en révolution. Nous savions qu'il fallait des instruments politiques pour transformer en réalité ce qui n'était que désir. Nous savions aussi que la bourgeoisie tenait trop à son pouvoir pour s'en laisser déposséder sans réagir avec toute sa puissance. Il fallait donc se mettre d'urgence au travail, créer des conditions de l'apparition d'un parti révolutionnaire adapté aux exigences de la lutte dans une société

server à ces désirs le caractère de possibilités. Cela veut dire que nous devons permettre aux hommes et aux femmes avec qui nous combattons, et plus encore à ceux qui ne partagent pas encore notre lutte, de comprendre que la parole, le désir, le travail humanisé sont possibles. Et à défaut de les réaliser, ce qui est illusoire actuellement, il nous faut au moins en être les signes.

Or c'est là qu'il nous faut constater que nous sommes loin du compte. Il n'est qu'à nous entendre parler pour le comprendre. A en croire certaines conversations, certains meetings, on pourrait penser que le mouvement révolutionnaire en France dispose actuellement d'un petit lexique de deux à trois cents mots avec lesquels il croit pouvoir se soumettre l'univers.

A cet égard l'extraordinaire pauvreté du terme « masse », notre mot mascotte, qui suggère davantage un amalgame amorphe trituré par des « avant-gardes » que l'accession d'un peuple à la liberté et à la conscience politique est plus qu'une pauvreté littéraire. C'est déjà tout un programme... Notre langage est pauvre, et nos gestes aussi. Ces gestes qui pour ceux qui ne partagent pas notre combat semblent exprimer l'absolue certitude.

Ces manifestations qui se veulent révolutionnaires, et qui paraissent surtout militaires, derrière nos drapeaux et nos pancartes. Et ces discours de tribune clamés en des meetings où chacun applaudit son morceau de phrase à lui. Certes, la critique est facile. Mais c'est notre tâche que de la faire sans arrêt si nous voulons que notre combat cesse d'être minoritaire. Et ce ne sont pas là des problèmes de philosophie, mais bien de politique. Car le désir en Mai est devenu partie intégrante de l'action politique. Et nous savons désormais que son objet n'est plus seulement la mise en place d'une nouvelle organisation sociale, mais le changement de la vie elle-même. Or nous sommes désespérément vieux. Nos journaux débattent des mêmes problèmes qu'en 1920, nos penseurs sont morts ou

étrangers, c'est-à-dire que, dans l'indispensable travail théorique que nous faisons, Mai ne nous a pratiquement rien appris. Et pourtant pour des révolutionnaires sa nouveauté a été totale. Mai en effet a mis un point final à toute la philosophie et à la politique du XIX^e siècle entièrement fondées sur la reconquête de l'identité par la destruction de tout ce qui restait étranger à l'homme. Or, Mai, précisément, a savouré la richesse de cette étrangeté : richesse du non-dit, richesse de la parole qui se refuse à être enclose dans un discours totalitaire. Richesse de nos désirs et de nos corps qui commençaient à réapprendre à parler.

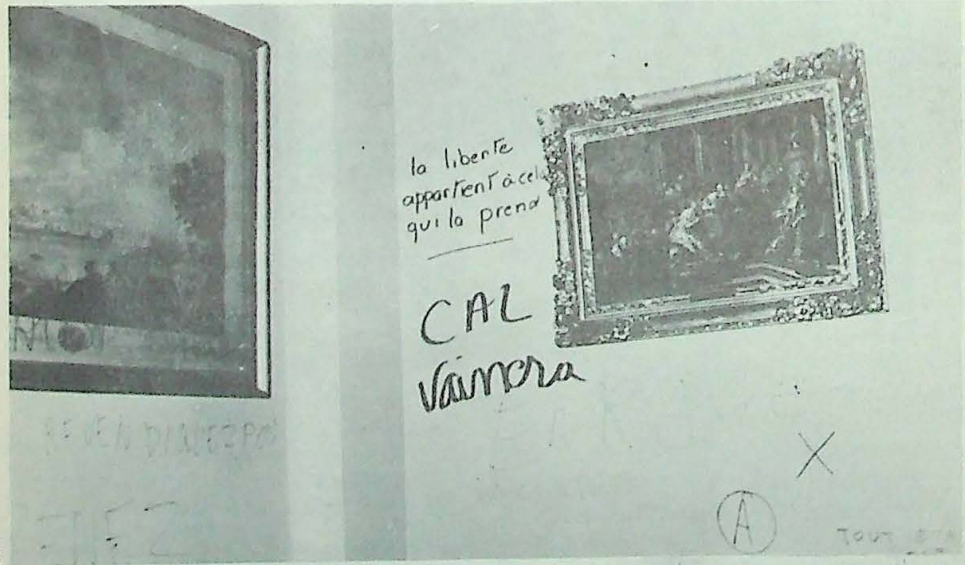
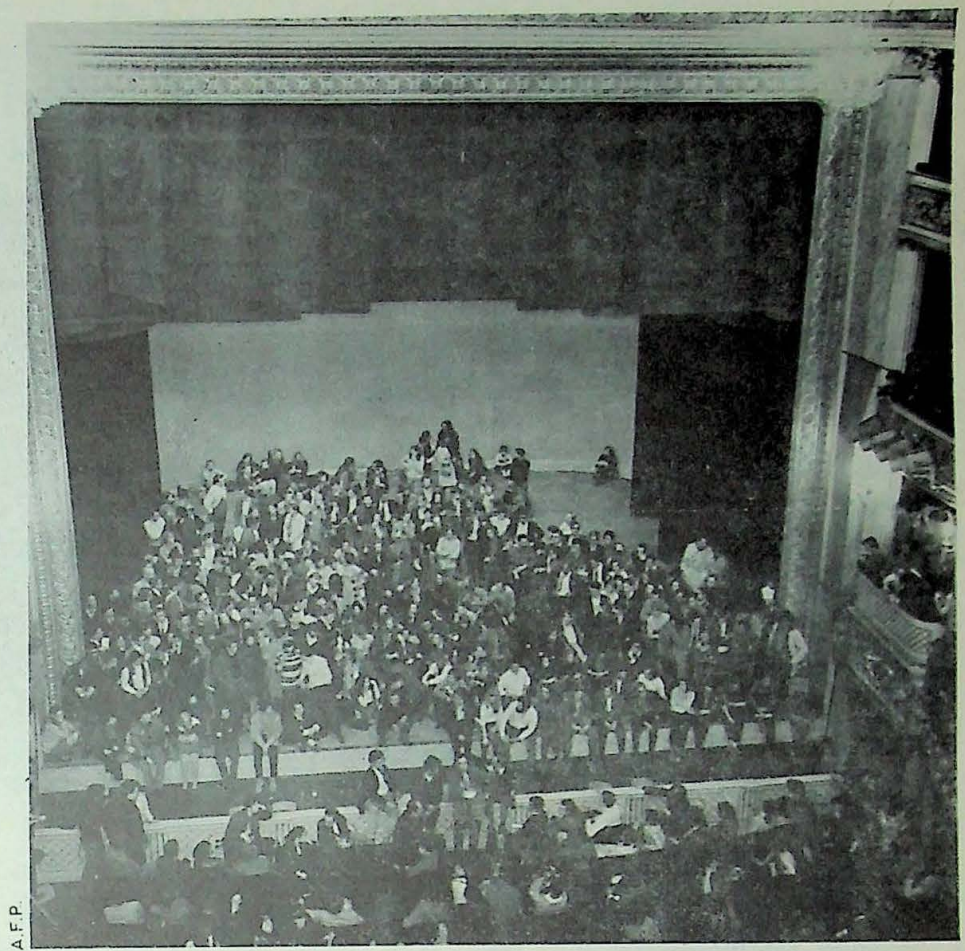
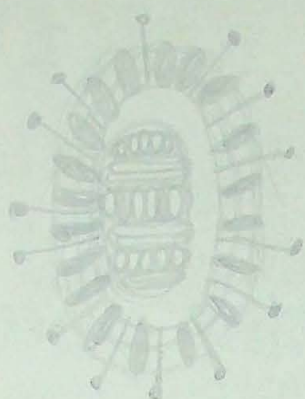
Nous avons compris alors que le capitalisme n'était pas seulement haisable parce qu'il exploitait des hommes, mais aussi parce qu'il prétendait les fondre en un même moule. Et du coup nous avons senti combien nous guettait la bureaucratie. Car si celle-ci n'était que le dernier avatar d'une couche sociale à abattre, le danger serait faible. Mais la bureaucratie est aussi volonté de réduire un peuple à l'identité pour mieux le dominer. Et cette tentation-là sommeille en chacun de nous...

De tout cela nous sommes aujourd'hui responsables. Nos luttes déjà doivent le dire. Elles ne doivent pas oublier leur objet, c'est-à-dire la réduction maximum de la violence, sinon sa disparition. C'est dire qu'un acte pour être révolutionnaire doit tenter de poser dans le même temps où il détruit, la structure qui exprime un nouveau monde et soit le signe de l'unité poursuivie.

Si les actions terroristes sont à ce point discréditées ce n'est pas seulement parce qu'il s'agissait d'erreurs politiques mais aussi parce qu'elles étaient impuissantes à opérer ce dépasement.

La révolution risque d'être lugubre si elle est à l'image de la plupart de nos luttes et de nos discours actuels. Il ne suffit pas de la préparer et de la faire.

Il faut aussi apprendre à parler... □



des certitudes, ou du moins des prétentions à la certitude..

Cette prétention c'est d'abord bien sûr celle de la bourgeoisie, et cela ne nous étonne guère. Car pour elle l'ébranlement idéologique que produisit Mai est plus difficile à récupérer que les hausses de salaires de Grenelle. Ce sont les règles du jeu en effet qui avaient été atteintes. En quelques jours tout ce que la famille, l'école, les moyens d'information avaient réprimé chez les hommes, au point qu'ils ne s'en rendaient même plus compte, s'est trouvé balayé, éclairant ainsi dans leur nudité les objectifs réels du système économique et so-

moderne, approfondir le débat théorique à l'intérieur de l'extrême-gauche, critiquer les organisations syndicales ou politiques qui n'offraient pas à la classe ouvrière et à l'ensemble de la population de réelles perspectives de changement. Mais il fallait faire plus, beaucoup plus. Car le parti révolutionnaire n'est rien si l'envie de faire la révolution n'est plus. Et cette volonté ne va pas de soi. L'ébranlement du système idéologique était énorme mais fragile : il suffisait de peu de chose pour que les projets de Mai deviennent de simples rêves, peu à peu oubliés. Pour l'éviter il fallait et il faut que l'action du mouvement révolutionnaire, même limitée, puisse con-

TROTSKY

INÉDIT

Nos tâches politiques

Voici enfin la parution d'un ouvrage inédit de Trotsky, attendu depuis longtemps par tous les lecteurs français, pour qui la pensée de ce grand révolutionnaire est essentielle à la compréhension de notre époque.

Cette publication — en première mondiale — va éclairer d'une lumière toute nouvelle la personnalité de Trotsky.

Il y eut toutefois en 1904, à Genève, une première édition en russe, à tirage restreint — destinée aux militants — mais, par la suite, Trotsky, devenu entre-temps l'allié de Lénine, refusa de laisser réimprimer son texte et de le faire traduire. C'est en effet dans ce livre qu'est posée la question fondamentale : « Comment faire une politique révolutionnaire ? » et que s'affrontent pour la première fois les théories divergentes de Lénine et Trotsky.

On comprend donc aisément que, pour des raisons d'opportunité idéologique et tactique, Trotsky jugea bon de maintenir sous le boisseau son manifeste de 1904.

Aujourd'hui rien ne s'oppose plus, bien au contraire, à la publication de ce texte capital, qui acquiert d'ailleurs une singulière résonance dans le contexte des événements de mai 1968.

L'importance de « Nos tâches politiques » est encore renforcée par la présence, en annexe, d'un texte méconnu de Rosa Luxemburg qui prend le parti de Trotsky et de la réponse de Lénine à ces critiques.

Ainsi se trouvent exposés dans le même ouvrage les thèses des trois plus grands théoriciens de la Révolution.

Collection « Changer la Vie ». Pierre Belfond, Editeur. Prix 26 F TTC.

Bon de commande

à adresser à MSB Conseil, 141, boulevard de Sébastopol, à Paris-2^e.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Signature :

Ci-joint chèque postal ou bancaire de 27,50 F (26 F + 1,50 F port).

luttons ouvrières

La privatisation des poudres

De notre correspondant à Bordeaux

Le mardi 26 mai, l'Assemblée nationale a voté la réforme concernant le régime des poudres par 342 voix contre 112. Ce texte « aménage le monopole des poudres, monopole datant de la Révolution de 1789, et permet à l'Etat d'accorder des autorisations dérogatives de fabrication, d'importation, d'exportation et de commerce des substances explosives. Il ouvre à la concurrence le marché des explosifs à usage civil. Il crée une société d'économie mixte à laquelle l'Etat transférera les activités industrielles actuelles ».

En fait, le gouvernement, continuant sa politique de privatisation commencée par la remise des autoroutes, puis du téléphone, à des compagnies privées, remet les poudreries aux mains des capitaux privés. Ceux-ci en tireront des bénéfices substantiels et ce sont les utilisateurs civils de poudres qui en subiront les conséquences : agriculteurs, sociétés extractives... et par conséquent l'ensemble des travailleurs du pays.

De plus, le statut des travailleurs actuels de ces entreprises est radicalement transformé : de travailleurs de l'Etat (fonctionnaire civil), ils deviennent travailleurs d'entreprises privées. En effet, à l'issue d'un délai d'un an, ils peuvent être :

- « remis à la disposition du ministre chargé de la défense nationale ». Qui en fera quoi, si ce n'est des chômeurs avec faible retraite ?
- « laissés à la disposition de la société mixte pendant un nouveau délai de deux ans au plus ». Ce qui revient à reculer pour mieux sauter.
- « recrutés par la société dans les conditions du droit du travail ». C'est-à-dire devenir des travailleurs engagés par une société privée.

Il est évident que cette privatisation sera accompagnée par une rentabilisation, ce qui se traduit, au niveau des travailleurs, par des licenciements et par une augmentation des cadences, tout ceci étant dans la logique du capitalisme.

C'est pour avoir compris tout ceci que les travailleurs des poudreries et arsenaux furent en grève pour la deuxième fois en moins de deux mois, ce même mardi 26 mai.

A Bordeaux, plusieurs centaines de travailleurs parcoururent les rues en défilé puis participèrent à un meeting organisé par les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O. Depuis quelques jours, quelques affiches avaient fleuri sur les murs : « Les travailleurs de l'Etat refusent d'être sacrifiés aux intérêts privés », « Pas de profits capitalistes sur l'armement », « Non aux capitaux privés dans les arsenaux et établissements d'Etat », « En défendant leurs droits, les travailleurs de l'Etat défendent l'intérêt national », « Intégration aux statuts des personnels en régie et saisonniers ».

La grève fut largement suivie (90 % de grévistes à Saint-Médard en Jalles, à Bergerac, à Tarbes).

Pour nous, cette grève a des qualités mais aussi des défauts.

Au rayon des qualités : — elle a permis d'apporter une nouvelle preuve (y en avait-il encore besoin ?) du caractère de classe du gouvernement qui voudrait bien apparaître comme neutre aux yeux de l'opinion publique,

— elle a permis d'avancer des mots d'ordre qui remettent en cause la logique du capitalisme,

— elle a permis l'unité des travailleurs de l'Etat travaillant dans l'armement. Par exemple, les travailleurs des Ateliers de réparation de l'armée de l'air, à Mérignac, ont participé à cette grève, bien que le texte discuté ce jour-là à l'Assemblée nationale ne les touche pas directement,

— elle a réussi à déjouer le plan du pouvoir qui consistait à jouer sur la division entre travailleurs auxiliaires (fonctionnaires) et travailleurs contractuels (en régie ou saisonniers), division savamment entretenue par le pouvoir.

Au rayon des défauts :

— les motifs de cette grève n'ont pas été largement diffusés dans le public et celle-ci n'a mobilisé que les travailleurs de ces entreprises,

— les syndicats sont sur des positions défensives et non offensives, ce qui limite la mobilisation des travailleurs.

Mais la lutte ne fait que commencer, la lutte continue. Il faut que la mobilisation des travailleurs de ces entreprises, que la pression de la masse de tous les travailleurs de ce pays fasse reculer le pouvoir. Il faut exercer une pression telle que Debré ne puisse jamais signer de décrets permettant les autorisations dérogatives de fabrications et de commerces des substances explosives. Il faut exercer une pression telle que, s'il y a privatisation, il ne puisse jamais y avoir rentabilisation capitaliste dans ces entreprises.

Pour leur part, les militants et sympathisants P.S.U. de ces entreprises continueront, à l'intérieur de leurs syndicats, à montrer à leurs camarades la nécessité de maintenir la mobilisation car il n'est pas dans l'habitude du capitalisme de lâcher facilement sa proie. Et l'ensemble des militants du parti popularisera leur lutte et en dégagera aux yeux de l'opinion la signification politique profonde. □

critique socialiste

pour une théorie et une pratique révolutionnaire

1

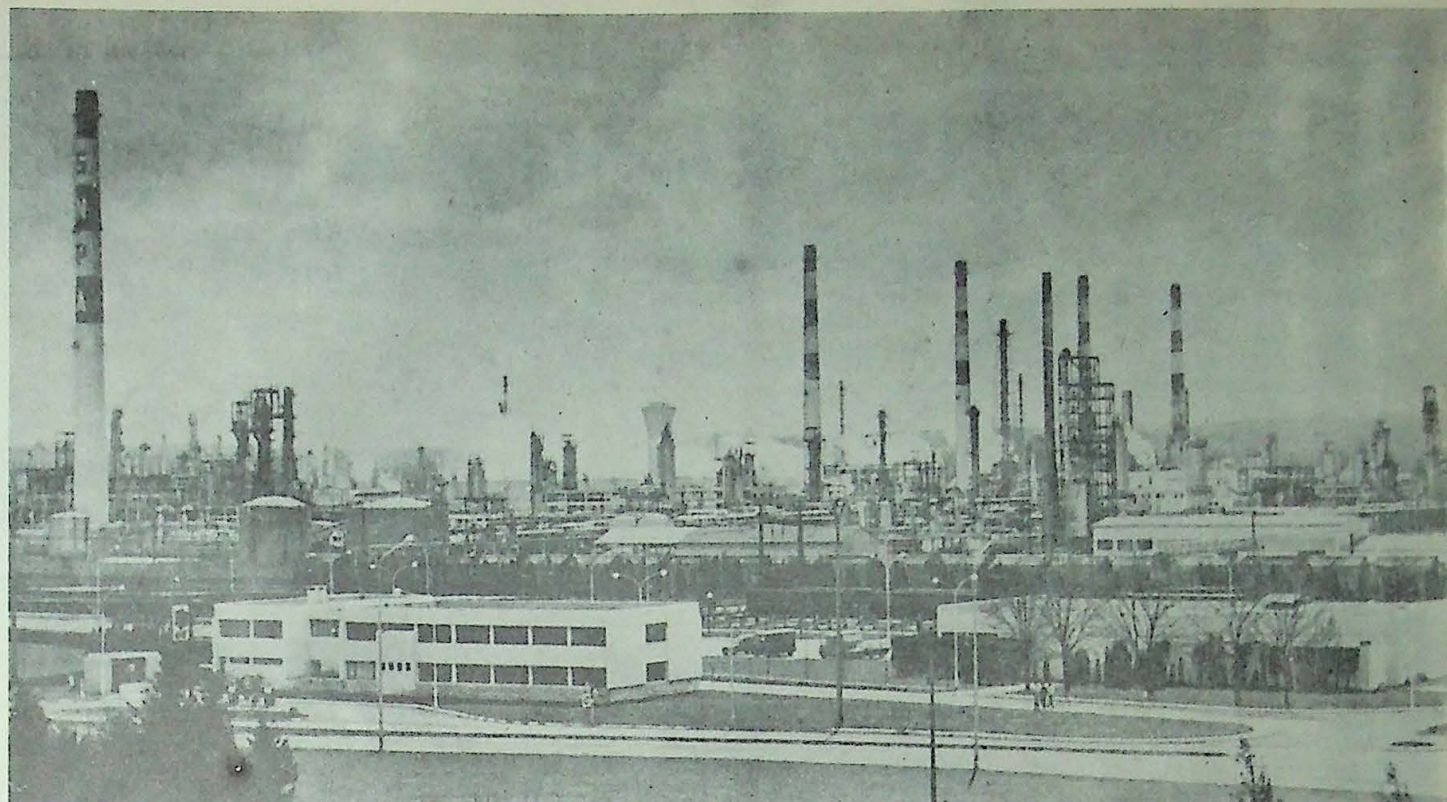
Revue théorique du Parti Socialiste Unifié. Le N° 1, mars-avril 70, vient de paraître. En vente à « Editions Syros », 54, boulevard Garibaldi, Paris. C.C.P. 19.706.28.

- L'exemplaire : 5,00 F.
- Abonnement : 6 numéros 24,00 F.

Lacq

De l'eau dans le gaz

Jacques Ferlus



Dans la région de Pau, les travailleurs de la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine (SNPA) sont sûrement ceux qui ont le moins de raisons pour se mettre en grève. En effet, la grande majorité d'entre eux touche un salaire supérieur à 1.300 F par mois et si leurs conditions de travail ne sont pas idéales, beaucoup de salariés d'autres entreprises s'en réjouiraient. Plus privilégiés encore sont ceux qui travaillent à l'usine de Lacq et ce sont précisément ceux-là qui, le 27 mai dernier, ont déclenché la grève... Alors la bourgeoisie s'étonne et le patronat crie à l'anarchie. Il ne leur paraît pas concevable que des travailleurs puissent soudain revendiquer autre chose que quelques francs de plus par jour.

A l'heure où nous mettons sous presse, les travailleurs de Lacq ont repris le travail après avoir décidé de suspendre leur grève. Les problèmes qu'elle posait n'étaient absolument pas résolus et les revendications exprimées n'étaient pas satisfaites. Quoi qu'il en soit, ce conflit demeure exemplaire à plus d'un titre.

Supprimer la hiérarchie

A Lacq, comme dans la plupart des grandes entreprises, un système officiel de dopage des travailleurs existe : ce sont les primes de toutes sortes (rendement, travail de nuit, indemnités diverses). Toutes ces primes sont généralement indexées sur les salaires. Ainsi à la S.N.P.A. il existe une prime de quart qui concerne le travail par équipes. L'ouvrier, compte tenu de son salaire reçoit 33 F par mois ; l'agent de maîtrise dans les 400 F, certains cadres 2.100 F. Quand les grévistes disent que cette hiérarchisation est trop importante, il est bien difficile de ne pas être d'accord avec eux. Logiquement cette prime doit compenser la gêne qu'entraîne le travail par équipes : changements fréquents d'horaires, vie familiale, travail de nuit.

Dans ces conditions qui peut soutenir que le fait d'empêcher un cadre de coucher une nuit dans son lit impose une indemnisation supérieure à celle d'un ouvrier ? Ou alors les hommes ne sont même plus égaux dans leurs besoins primaires ?

Les revendications exprimées par les grévistes concernent donc la réduction de l'éventail hiérarchique des revenus. Il s'agit de bloquer au sommet pour faire des efforts importants par le bas. Les travailleurs estiment que les primes doivent être égales pour tous et que les prochaines augmentations de salaires devraient être non hiérarchisées.

Autre revendication, la mise en place d'un plan de retraite à partir de l'âge de 55 ans. Car s'ils sont relativement bien payés, les travailleurs de la SNPA produisent du pétrole, du gaz et du soufre. Chacun sait que ces matières ont quelques effets sur l'organisme.

La plate-forme exprimant ces revendications a été signée par la C.F.D.T., F.O., la C.G.T. (retenez : la C.G.T.) et le syndicat indépendant. On se doutait bien que les malheureux cadres de l'entreprise ne suivraient pas les ouvriers. La C.G.C. se dit « prête à s'opposer à cette politique de démagogie ». Selon elle, la satisfaction de la revendication des travailleurs équivaudrait à « un encouragement du moindre effort et de nature contraire à toute émulation professionnelle ». Faut-il comprendre que ceux qui sont bien payés travaillent moins que les autres ? Dans l'affirmative le patronat gagnerait à payer moins cher ses cadres.

Plus virulente, l'Union des Cadres et Techniciens (U.C.T.) voit dans l'attitude des syndicats ouvriers qui veulent « plumer » les cadres, une « politique de classe ». C'est bien vrai. Un cadre doit choisir le camp dans lequel il veut se battre et il n'y en a que deux : celui des travailleurs, celui du patronat.

Les hésitations de la C.G.T.

Laissons certains cadres à leur rêve sans espoir, le vrai combat à la SNPA est celui des travailleurs. Il est apparemment surprenant que la C.G.T., partisane de la hiérarchisation, ait signé la plate-forme revendicative des syndicats. Mais tout ce qu'a pu faire ou dire la C.G.T. tout au long du conflit ne peut servir ni d'exemple, ni de preuve d'évolution. Opposée à la grève avant son lancement, elle a rejoint la C.F.D.T. et F.O. deux jours plus tard pour seulement une journée. Elle ne s'est décidée que sous la pression de ses adhérents qui avaient cessé le travail avec tous les autres travailleurs de Lacq.

Il ne semble pas que l'invitation à la reprise du travail lancée par la C.G.T. ait eu beaucoup d'influence sur ses propres troupes. Au cours de meetings à la porte de l'usine, on a vu des camarades cégétistes essayant non sans mal, d'expliquer leurs hésitations, leurs refus, leurs essais de rattrapage.

En fait les responsables locaux de cette organisation ont manqué d'imagination pour garder le contact avec le mouvement des travailleurs qui d'autre part votent massivement C.G.T. aux élections.

A travers cette grève, c'est peut être une conception nouvelle du syndicalisme qui apparaît. Pour lancer cette grève les syndicats se sont déterminés en fonction de la situation de l'entreprise, en s'appuyant sur les grandes préoccupations des travailleurs. Cette autonomie de la base n'est encore pas courante dans les confédérations ouvrières, mais il fallait oser. En n'adoptant pas la même attitude la C.G.T. de la SNPA met toute sa confédération dans une mauvaise position. Plus que jamais elle apparaît comme une puissante machine syndicale dont l'efficacité ne peut être niée, mais dont le moteur se grippe quand une situation inattendue se présente.

Si la grande presse a consacré beaucoup de place à ce conflit elle s'est bien gardée d'éveiller l'attention sur ce qui est bien plus important que les colères de la direction et les hésitations de la C.G.T. Les travailleurs de Lacq ont fait, dix jours durant, la démonstration qu'ils n'avaient besoin d'aucune autorité pour organiser leur travail, ils sont devenus les maîtres des moyens de production.

Si c'est ça l'anarchie...

Il était difficile et dangereux d'arrêter totalement la production de gaz. Tout au long de la grève les travailleurs ont décidé quelle serait cette production. La direction a dû subir leur loi et de 30 millions de mètres cubes par jour, on est passé à 14 millions. L'usine de Lacq n'a donc jamais été arrêtée, les grévistes sont toujours restés à leurs postes. C'est si vrai que la direction va sûrement être obligée de payer les jours de grèves : car comment dans ces conditions savoir celui qui est gréviste et celui qui ne l'est pas ?

Dans tous les centres de la SNPA rien ne pouvait se faire sans l'approbation du comité de grève. C'est ainsi que deux trains chargés de soufre ont pu partir vers la vallée du Rhône, les grévistes n'ayant pas voulu provoquer le chômage de milliers de travailleurs du textile artificiel.

Quand un directeur d'usine et son état-major de cadres sont obligés d'aller demander des ordres et rendre des comptes à des travailleurs ouvriers, ils n'aiment pas ça. Et on comprend qu'ils puissent déclarer que « la grève organisée par F.O. et la C.F.D.T. est conduite d'une façon anarchique. » Si c'est cela l'anarchie, alors vive l'anarchie. Les grévistes de la SNPA viennent de faire la démonstration que le pouvoir des travailleurs est actuel, qu'il est possible et que le patronat n'est rien d'autre qu'un usurpateur. □

Italie

Les travailleurs dans l'incertitude

Jean-Marie Vincent

Le résultat des élections administratives italiennes du 7 juin est à première vue paradoxal. Les électeurs ont reconduit par leurs votes une coalition gouvernementale, dont le bilan est loin d'être positif. La plupart des réformes qu'elle s'était engagée à réaliser dorment toujours dans les dossiers. L'inflation atteint des proportions alarmantes : par rapport au printemps 1969 l'indice des prix de gros a augmenté de 9,1 %, celui des prix de détail de 5,1 %. Les capitaux italiens continuent à fuir en quantité considérable vers l'étranger, les problèmes du sud sous-développé sont toujours aussi graves (chômage, sous-emploi, etc) et dans le nord du pays la crise du logement et des transports urbains atteint des proportions dramatiques. A cela il faut ajouter une répression judiciaire et policière contre les militants politiques et syndicaux qui n'a pas grand chose à envier à celle qui sévit en France.

Le doute

Le paradoxe est encore plus apparent quand on considère que les mouvements sociaux à contenu anticapitaliste secouent le pays depuis plus de deux ans et cela dans toutes les branches de l'économie, quand on remarque que massivement les travailleurs catholiques rompent avec les organismes et la politique de collaboration de classe, quand on sait que la plupart des hommes politiques de la coalition gouvernementale sont méprisés par les masses.

Alors comment expliquer que le P.C.I. et le P.S.I.U.P., les deux organisations les plus à gauche de l'éventail électoral, reculent en pourcentage par rapport aux dernières consultations ?

On peut répondre en soulignant la violence de la campagne anti-communiste menée par la démocratie chrétienne (D.C.) et le P.S.U. (parti social-démocrate de Saragat), campagne faisant alterner des couplets sur le totalitarisme ou sur l'anarchie menaçante. On peut se référer aussi au mouvement de peur que suscite le « mai rampant » italien dans une grande partie de l'électorat. Mais en réalité ces explications ne sont pas de véritables explications, car si l'on peut comprendre que la peur des travailleurs et la haine du communisme puissent jouer un rôle essentiel dans le comportement politique des couches bour-

geoises, il est difficile d'admettre que les électeurs populaires qui ont refusé leurs suffrages à l'extrême-gauche l'ont fait par haine d'eux-mêmes et par peur devant leur propre action. En votant pour le P.S.I. (parti socialiste italien) et pour le P.S.U., voire pour la démocratie chrétienne, un certain nombre de travailleurs ont manifesté, non leur accord avec ces organisations, mais leur volonté de ne pas ouvrir une crise de régime dans les circonstances présentes. C'est au fond cela qui explique le bon score du P.S.I. et le faible recul de la démocratie chrétienne dans les milieux ouvriers.

Le recul de l'extrême-gauche

Pourquoi cette crainte devant une crise de régime, dans une partie des milieux populaires ? La réponse est évidemment qu'en Italie en 1970, comme en France en mai-juin 1968, il n'y a pas de solution de rechange plausible pour les masses. Le mouvement des délégués d'entreprise qui a profondément renouvelé le syndicalisme italien et mis à l'ordre du jour la lutte pour le contrôle ouvrier dans une grande partie de l'industrie n'est pas en lui-même une solution au problème du pouvoir. Par ailleurs, du côté du P.C.I. les perspectives ne sont pas très exaltantes. Les travailleurs savent qu'une partie de sa direction louche vers la collaboration gouvernementale avec la démocratie chrétienne, ils savent également que les dirigeants qui ne veulent pas de cette alliance, n'ont pas de débouché politique précis à offrir. Dans son dernier appel avant les élections « l'Unità » ne pouvait guère que dénoncer le dessein conservateur du centre-gauche trop évident, les projets de loi anti-grève, mais sans lui opposer autre chose qu'un appel très général à l'unité des travailleurs, à la lutte pour les réformes et pour le renouveau de l'Italie.

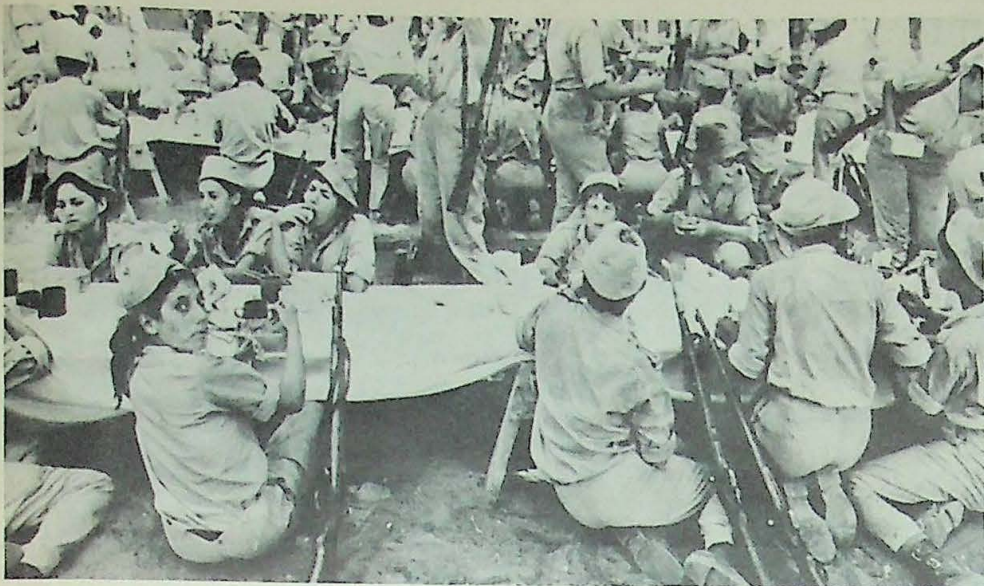
Pour sa part le P.S.I.U.P. (parti socialiste italien d'unité prolétarienne) qui aurait pu apparaître comme une organisation plus conséquente, plus ferme en fonction du rôle que ses militants ont joué dans les luttes dans le nord de l'Italie lors de l'automne dernier, n'obtient qu'un médiocre résultat parce qu'il n'est apparu que comme une pâle copie du P.C.I. lui-même. Beaucoup de jeunes qui l'avaient appuyé pendant les élections de mai 1968, se sont en fait

détournés de lui. Il n'est d'ailleurs pas impossible qu'à la suite de ces résultats une crise ouverte éclate dans son sein entre une aile conservatrice (proche des Soviétiques) et une aile progressiste liée aux combats ouvriers des dernières années.



A.F.P.

Ces élections traduisent donc une situation de doute et d'incertitude pour le mouvement ouvrier italien ; des groupes d'extrême-gauche au P.C.I., chacun s'insère avec beaucoup de difficultés dans un mouvement social dont la dynamique ne se laisse pas contrôler par des slogans. Selon la presse, l'agitation sociale a repris aussitôt après les élections et les syndicats ont annoncé qu'ils n'entendaient absolument pas baisser pavillon et tolérer par exemple le vote de lois anti-grève. Il reste que l'on peut se poser des questions sur la possibilité pour le mouvement syndical de suppléer la carence des partis politiques dans un contexte qui va certainement être marqué par de dures contre-offensives du patronat contre les conquêtes de l'automne chaud (liberté d'expression dans les entreprises, délégués contrôlés par la base). □



A.F.P.

Proche-Orient

Bilan politique de 3 années d'occupation

Henry Rosengart

Trois ans après la guerre de juin 67, plusieurs réalités — intimement liées les unes aux autres — apparaissent clairement :

1) « Israël a perdu la sympathie de larges secteurs de l'opinion publique mondiale, et pas seulement dans la « nouvelle gauche ». » (N. Goldmann, « le Monde », 29 mai.)

2) Plus personne ne peut nier, désormais, que le peuple palestinien arabe existe.

3) Cette existence s'exprime par sa résistance : ce peuple n'accepte pas en effet le « fait accompli » de la négation de ses droits.

4) Cette lutte pour la reconnaissance de ses droits, il l'entreprend de façon autonome, au grand désarroi non seulement des dirigeants israéliens mais des dirigeants arabes — féodaux, libéraux ou pseudo-progressistes : « La contestation palestinienne s'exprime sur le plan militaire, mais elle s'étend fatalement aux autres structures et menace ainsi les Etats dans leur fondement. » (Charles Hérou, président du Liban, « le Monde », 1^{er} nov. 1969.)

5) La « contestation palestinienne » apparaît donc enfin pour ce qu'elle n'a jamais cessé d'être : l'élément politique fondamental que — depuis la défaite de la révolution populaire palestinienne de 1936-1939 — le sionisme et la réaction arabe ont tenté conjointement d'étouffer.

Le rappel d'une évidence oubliée

Du seul fait qu'il résiste, le peuple palestinien arabe dévoile donc à une fraction grandissante de l'opinion israélienne cette vérité de bon sens : il n'est pas normal de chasser un peuple de son territoire pour s'installer à sa place...

Comme toujours, c'est dans la bouche des « faucons » que le problème se trouve posé avec le plus de franchise. Invité à faire une conférence par le kibboutz Mapam Ein Hahorech, Menahem Begin, leader de l'extrême droite israélienne, fit cette réponse parfaitement logique à une question qui lui fut posée sur le « peuple palestinien » :

« Mon ami, prenez garde. Quand vous reconnaissiez le concept de la « Palestine », vous démolissez votre droit de vivre à Ein Hahorech. Si c'est la Palestine ici et non pas Eretz-Israël, alors vous êtes des conquérants et non pas des laboureurs de la terre. Vous êtes des envahisseurs. Si c'est ici la

Palestine, alors elle appartient au peuple qui y vivait avant que vous ne soyez venus. Seulement si c'est Eretz-Israël, vous avez le droit de vivre à Ein Hahorech et à Degania B. Si ce n'est pas Eretz-Israël, si ce n'est pas votre pays, votre patrie, le pays de vos ancêtres et de vos fils, alors que faites-vous ici ? Vous êtes venus chez un autre peuple, comme ils le prétendent, vous l'avez expulsé et vous avez pris sa terre... » (« Yedioth Ahronoth », 17 octobre 1969, cité dans Israc n° 3-4.)

Eretz-Israël signifie Terre d'Israël. Le choix posé par Begin est, on le voit, d'une parfaite logique. Ou bien la Bible constitue, comme au Moyen Age, le fondement du droit et justifie ainsi qu'on chasse un peuple de son territoire. Ou bien (nous vivons au XX^e siècle), la Bible n'est pas le fondement du droit, et il est par conséquent inadmissible de chasser en son nom tout un peuple de son territoire : « Nous ne sommes plus à l'époque de Josué, où l'on pouvait expulser un peuple ou l'exterminer pour prendre sa place. » (Pinhas Lavon, ancien ministre israélien de la Défense, « le Monde », 5-7-1969.)

Depuis trois ans qu'il résiste, le peuple palestinien rappelle au monde cette évidence oubliée, en posant la question suivante : la morale de Josué est-elle ou n'est-elle pas admissible aujourd'hui ? L'interprétation « josuéenne » de la Bible justifie-t-elle l'annexion territoriale et l'expulsion d'un peuple ? Autrement dit, s'agit-il d'un conquête ou d'une « libération » ? Tel est aussi le problème posé par Dayan lorsqu'il affirme (« le Monde », 15 décembre 1967) : « Celui qui ne veut pas employer le terme de « territoires libérés » en parlant des territoires conquis pendant la guerre condamne en réalité le sionisme. » Tel est encore l'explication de l'affolement de Max Nordau, célèbre leader sioniste, lorsque ayant entendu parler pour la première fois de l'existence d'un peuple en Palestine, il courut trouver Th. Herzl et lui dit : « Je ne savais pas cela ; mais alors nous commettons une injustice ! » (Cité par R.J. Zwi Werblowsky, « Temps Modernes », 253 bis.) Et c'est parce qu'il est profondément conscient de cette injustice fondamentale que Dayan pose clairement le problème de l'impossibilité de la paix tant que cette injustice subsiste : « Gardons-nous de nous en prendre aux assassins. Qui sommes-nous pour leur reprocher la haine qu'ils nous témoignent ? Des colons qui transforment en patrie juive un territoire qu'ils ont habité depuis des générations.

Sans le casque d'acier et le canon, nous ne pourrions pas planter un arbre ou construire une maison. » (Cité par Uri Avnery, « Israël sans sionisme », et E. Rouleau, « le Monde », 4-7-1969.)

Le fond du problème

Pour la bonne compréhension de ce bilan de trois ans d'occupation, il était indispensable de mettre l'accent, une fois de plus, sur le fond de la question. Contrairement à tant d'interprétations diverses, le problème, fondamentalement, n'est ni un conflit entre Etats (« israélo-arabe »), ni un conflit « racial » (« judéo-arabe »), ni un conflit entre « deux revendications nationales » (« israélo-palestinien »), ni — n'en déplaise à la bourgeoisie arabe... — un conflit entre le sionisme et l'ensemble des peuples arabes, voire islamiques (« siono-arabe »). Ces quatre aspects du problème existent, mais, si important soient-ils (notamment le premier), ils sont secondaires par rapport à la contradiction essentielle : le conflit entre le peuple palestinien arabe et l'« establishment » sioniste, ou conflit palestinien-sioniste, c'est-à-dire l'expression politique au Proche-Orient d'un conflit plus global, le conflit impérialo-arabe, qui oppose l'impérialisme à l'ensemble des peuples (et non des Etats !) arabes...

Il est absolument nécessaire de souligner cela. Car, depuis trois ans, à mesure que la résistance palestinienne se renforce et s'impose sur la scène internationale, les complots contre elle se multiplient. Depuis trois ans, tous les ennemis et les faux amis de la résistance palestinienne se sont efforcés de faire oublier à l'opinion mondiale — et notamment à l'opinion publique tant en Israël que dans les pays arabes — la vraie nature du conflit. Que la propagande sioniste cherche à noyer le poisson, voilà qui ne saurait surprendre. Ce qui devient, en revanche, de plus en plus clair pour tout le monde depuis trois ans, c'est que la révolution palestinienne est entourée d'ennemis, qui tentent à la fois de l'étouffer politiquement et de l'éliminer physiquement. Et c'est ici que la nature réelle du conflit apparaît en pleine lumière. Par sa lutte, la résistance palestinienne fait de plus en plus éclater les équivoques de la bourgeoisie arabe, démasque tous ceux qui la défendent en paroles et la poignent en fait, et démontre à tous les yeux que le sionisme n'est que l'un des instruments qu'utilise l'impérialisme pour opprimer les peuples arabes. Ces

derniers ont d'autres ennemis : du côté du golfe Persique, ce n'est pas Israël mais l'Iran, l'Arabie Saoudite et les émirats — instruments des impérialismes U.S. et britannique — qui sont l'ennemi principal des peuples de la région. Au Maroc, ce n'est pas le sionisme, mais l'oligarchie féodale au pouvoir — instrument de l'impérialisme U.S. — qui est l'ennemi principal du peuple marocain, etc. etc. Et c'est cette vérité-là qu'El Fath souligne lorsqu'il déclare (« Fedayin », mai 1970) : « ... La tâche de la révolution palestinienne est de créer un climat révolutionnaire dans la région arabe, mais en aucun cas d'y accomplir la révolution à la place des forces révolutionnaires libanaises. La contradiction principale et le combat essentiel pour nous demeurent celui qui nous oppose à l'ennemi sioniste. Il appartient aux forces révolutionnaires arabes, dans chaque pays, de se battre sur leurs propres fronts, à travers une prise de conscience et une analyse objective de la situation dans leurs pays respectifs. »

Qui a peur de qui ?

Pendant ce temps, les dirigeants israéliens, entraînés par l'impitoyable logique du sionisme (« le sionisme est expansionniste par nature » - Uri Avnery), s'implantent chaque jour davantage dans les territoires « libérés » et sont, depuis trois ans, d'accord — de l'extrême droite au MAPAM — pour ne pas revenir aux frontières d'avant juin 67 et pour annexer, préalablement à toute négociation, Golan, Gaza, Jérusalem et une partie du Sinai. Cependant, une fraction de moins en moins négligeable de l'opinion israélienne commence à comprendre que le sionisme est sans perspective d'avenir à long terme. Quant à l'Egypte, elle tente désespérément de maintenir le conflit dans des limites propres à assurer la survie du régime nassérien, donc la présence russe en Egypte. De leur côté, les forces réactionnaires libanaises et jordaniennes essaient par tous les moyens de briser le mouvement palestinien, tandis que Nixon livre à Israël les « Phantoms » et les « Skyhawks » promis...

Au milieu de ce réseau d'intérêts divers la révolution palestinienne doit à la fois s'unir et se radicaliser si elle veut survivre et se renforcer. C'est ce qu'elle est en train de faire, sur un mot d'ordre sans ambiguïté (« Fedayin », avril 1970) : « Unissons-nous dans la même tranchée, contre le sionisme, l'impérialisme et les forces contre-révolutionnaires. » □

La bataille



A.F.P.



Agip



Agip

d'Alger

Gérard Sarley

« La démocratie bourgeoise, écrivait Thiers, est pour la liberté d'expression, même les minorités peuvent s'exprimer en son sein ». Il écrivait ceci avant la Commune. La suite est connue de tous.

La liberté de presse, de parole et d'opinion, pour la bourgeoisie, était jusqu'à présent une chose sacrée. Le fait qu'aujourd'hui, la bourgeoisie aux abois se conduise d'une manière proche de celle des colonels grecs, risque de conduire les dirigeants des partis au pouvoir, à vouloir, sous peu, interdire tout ce qui ne serait pas dans les limites si étroites de leur horizon.

Actuellement une minorité tend à faire admettre aux autres son point de vue et cela souvent par la violence. Le gouvernement, les C.D.R., ainsi que la soi-disante « majorité » silencieuse, s'attaquent aux militants révolutionnaires, les emprisonnent, interdisent leur presse, cela nous pouvons l'admettre, car la bourgeoisie n'a pas d'autres moyens de se défendre et ne peut en trouver d'autres. Elle provoque, par ses exactions, la violence pour pouvoir mieux faire asseoir sa dictature, menacée de toutes parts.

La commission de censure, instrument au service des bon-

nes mœurs, servant à la normalisation de la pensée, et donc, par excellence, protectrice de l'ordre bourgeois établi, ne se gêne guère pour empêcher la diffusion de certains films, uniquement des films pouvant remettre en cause le système capitaliste. Malheureusement pour elle il est impossible d'en interdire, surtout ceux qui comme le film de Gillo Pontecorvo, « La Bataille d'Alger », montrent une réalité admise par tous. Après Charonne, après les révélations des soldats sur les atrocités commises en Algérie par les troupes françaises, après les attentats de l'O.A.S. il est difficile de défendre un passé si honteux et si scandaleux. Il est impensable de voir un M. Raymond Cartier défendre l'ajournement et par là même réclamer l'interdiction de ce film. Il est écœurant de voir ceux qui hier étaient pour la collaboration avec l'occupant, les disciples de Mauriac, de Déat et de quelques autres, réclamer l'interdiction d'un tel film.

Quand les Camelots du Roy font savoir qu'ils sont à l'origine d'une manifestation d'une heure sur les Champs-Élysées, naturellement passée inaperçue grâce à la complicité manifeste de certains éléments du ministère de l'Intérieur ou de la

Police, quand le mouvement Jeune Révolution, digne héritier du P.P.F. de Doriot, déclare « Que le pouvoir vient de reculer devant la jeune révolution solidariste. Ce n'est qu'un début, disent-ils, le film ordurier « La Bataille d'Alger », ne passera pas », quand les associations de rapatriés et les anciens combattants se rejoignent dans une telle meute, il est difficile de ne pas voir là une provocation du pouvoir qui permet qu'un film tel que « Les Bérets Verts » soit projeté sous la protection de la police alors qu'elle refuse toute aide aux distributeurs de « La Bataille d'Alger », qui reçoivent des lettres de menaces.

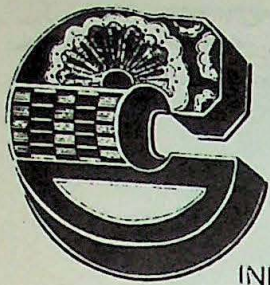
Il est heureux aujourd'hui de voir le colonel Trinquier, témoin des événements présentés dans le film, et qui, lors du 13 mai 1958 sympathisa avec la foule du forum déclarer : « Je regrette que ce film ne soit pas autorisé à passer sur les écrans parisiens. C'est une erreur. Je souhaite que les hommes qui, à cette époque nous ont durement critiqués aillent voir ce film l'esprit détendu et sans complexes. Ils pourront ainsi se faire une idée de ce qu'a été la bataille d'Alger. » Ces propos d'un véritable partisan de « l'Algérie française », d'une personne qui, aujourd'hui, semble avoir com-

pris le caractère négatif de ce qui fut son combat, apparaissent dans le concert de tempêtes élevé par la meute grâce à la complicité du pouvoir, comme la voix de la raison. Il est nécessaire que ce film soit projeté à Paris, car il permettra, en montrant la vérité, de calmer les esprits.

Il serait temps que ceux qui prônent une démocratie à la suédoise avec le soleil en plus, admettent qu'en Suède sont projetés les films les plus critiques envers cette société tant admirée dans certains ministères.

Les tribulations de ce film montrent la nécessité de créer des circuits parallèles en dehors des normes de la bourgeoisie, permettant la vision des films qui ne sont pas interdits par la censure mais que les distributeurs, sous la pression du gouvernement et du capital refusent de représenter.

Ainsi que l'écrit « La Nation » la France serait-elle moins libérale que les U.S.A. qui en pleine guerre au Vietnam, n'hésitent pas à envoyer au festival de Cannes un film tel que « Mash » ou bien la République Fédérale Allemande où « Le Journal d'Anne Franck » fut programmé des mois durant... ? M. Marcellin, ministre de l'Intérieur devrait le savoir.



INEMA

L'arrangement

Alain Moutot

Quand, chassés par la misère, le racisme et la haine d'une Europe qui veillait jalousement à ce que son ordre bourgeois et dans bien des cas féodal, ne soit pas remis en cause par des éléments trop remuants parce que les plus touchés par les atteintes du capitalisme, les émigrants, accrochés au bastingage des « rafiots » qui les conduisaient aux États-Unis, voyaient apparaître ce pays, cette terre promise qui devait être à leurs yeux, celle de la liberté et de l'espoir d'une vie plus juste, sans doute devaient-ils s'écrier comme le jeune Kazan émigré à l'âge de 5 ans « Amérique ! Amérique ! » Cet appel qu'il reprendra comme titre de son avant-dernier film (1963), titre qui dit bien les espoirs que « ces conquérants d'un nouveau monde » plaçaient en ce pays.

Pour vivre à nouveau, il faut d'abord mourir

Avec sa dernière œuvre *L'Arrangement* cette pureté initiale est dépassée... Les bonnes intentions disparues au contact des réalités concrètes du système américain. « Le sentiment s'implante petit à petit que le but justifie les moyens. » L'immigrant devient celui « qui ferait n'importe quoi pour atteindre son but ». Son but, Eddie l'a atteint, il s'est complètement intégré à cette Amérique tant désirée.

Projetant ses problèmes sur l'histoire de ce cadre supérieur de la publicité, d'origine grecque, Kazan nous dit ce qu'est advenu de ce personnage comblé par la fortune et la réussite sociale. Les séquences d'ouverture du film complètement muettes décrivent précisément les éléments de cette réussite : maison californienne, gadgets en tous genres, luxe agressif... Petit déjeuner servi dans le jardin, servi par des Noirs. Ayant benoîtement baisé le front de sa femme et caressé le bouton électromagnétique actionnant la porte du garage, Eddie monte dans sa luxueuse voiture et part pour son travail : une entreprise géante de publicité américaine. Sa montre-réveil le rappelle à la bonne écoute des spots publicitaires, fruits de son génie inventif. Soudain dans un tunnel routier, entre deux poids-lourds, il décide d'en finir avec cet univers factice en se jetant sous les roues du camion. En fait, il est à peine blessé. Mais un nouvel homme succède à l'homme d'affaires arrivé. Comme le dit Kazan « Il faut savoir se détruire, si l'on veut avoir une chance d'exister à nouveau. » Cette destruction, c'est en fait une prise de conscience.

Comme s'il reprenait le thème de Faust, Kazan nous fait comprendre que, pour l'argent, l'homme s'est vendu lui-même

non au diable mais à la société. Une société américaine présentée comme déshumanisant l'être, comme en tirant toutes les ficelles au gré de ses exigences commerciales, au point d'en faire une vraie marionnette. Du reste, le personnage d'Eddie, socialement arrivé (interprété magistralement par Kirk Douglas) nous est montré — moustache énorme — sourire commercial permanent — tel le héros d'une sinistre farce, non pas agissant mais actionné. Mais après la tentative de suicide, qui est en fait un vrai retour à la vie, Eddie nous apparaît le visage glabre fuyant ce qui faisait si pitoyablement son monde. Il est décidé à ne plus revoir tous les représentants d'une société rejetée : son patron, son avocat, son psychiatre et sa femme. A cette dernière, perplexe, il déclare tout simplement vouloir « être ». Au cours de séquences particulièrement réussies, l'imagination et les souvenirs sont intimement mêlés à la nouvelle réalité. Avec un humour piquant, Kazan utilise le procédé du retour en arrière et décompose en deux compères qui se ressemblent mais n'ont plus rien à se dire, le protagoniste de son film nous faisant sentir intimement le personnage et sa rupture d'avec son ancienne existence.

Un film social ?

Certaines scènes pourront paraître d'un anarchisme de bon aloi récupérateur, il n'empêche que Kazan sait montrer comment ayant abandonné son patrimoine culturel, l'émigrant adepte d'une morale qui veut l'amour en arrive à faire sienne la morale américaine qui veut qu'on tue son prochain et soi-même pour arriver. « Au travers de comportements individuels, c'est une société plus mobile, plus fluide débouchant sur des grandes éruptions de violence que mes films reflètent. »

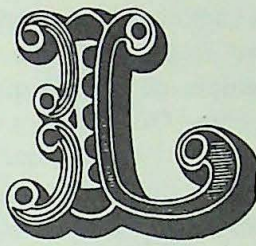
« *L'Arrangement* en fait est une allégorie sur l'Amérique actuelle qui, comme mon personnage principal, traverse une crise terrible, essaye de remettre

en question certaines valeurs : la puissance effrayante de l'argent, la morale insidieuse typique de la bourgeoisie moyenne, l'identité culturelle.

« Le personnage principal (non pas le héros) bouscule certaines de ces valeurs, essaye de voir ce qu'il a raté de la même façon que les jeunes veulent comprendre pourquoi au nom de la démocratie, nous accomplissons tant de crimes au Vietnam. » (Interview de Claude Tavernier.)

Paradoxe d'un metteur en scène, ancien communiste qui trahit en les dénonçant, ses camarades de lutte pendant le

macarthisme, au nom de l'amour qu'il portait à cette terre d'accueil et en arrive à une condamnation catégorique de « l'américan way of life » et de son système oppressif, admette la contestation estudiantine, approuve la violence révolutionnaire des Blacks Panthers ! Paradoxe ou évolution, à l'image de celle de toute une catégorie d'Américains ? Le fait est que cette « contestation », ce goût de fiel dans un pays qu'il voulait de miel, sont toujours fondus sur une certaine idée de l'Amérique. L'ambiguïté demeure. Mais il faut prendre acte de ce début de « retour à la vie. »



IVRES

La théorie générale du droit et le marxisme

Pierre Gautier

La théorie du droit et de l'Etat a été un des points de départ de la réflexion de Marx, bien avant qu'il consacre l'essentiel de son temps à la critique de l'économie politique. Lénine pour sa part était convaincu que le problème de l'Etat et du droit était la ligne de partage essentielle pour le mouvement ouvrier.

Pourtant depuis le triomphe de Staline en U.R.S.S., la critique de l'Etat a été bien négligée par les marxistes, quand ils ne sont pas directement devenus des laudateurs de l'Etat fort, baptisé en l'occurrence Etat socialiste. N'a-t-on pas vu des théoriciens soviétiques expliquer fort sérieusement que le dépérissement de l'Etat passait inévitablement par son renforcement maximum.

C'est pourquoi il faut saluer comme une très heureuse initiative l'édition de l'ouvrage fondamental du vieux bolchevik E.B. Pasukanis, épuré en 1936 en U.R.S.S. à cause de ses opinions hérétiques. En effet, dans sa « théorie du droit » il ne fait pas qu'examiner les problèmes juridiques d'un Etat de transition vers le socialisme, il démontre amplement la complémentarité qui existe entre les rapports marchands et le droit, entre le fé-

tichisme de la marchandise et le fétichisme du droit et de l'Etat. De cette manière il permet de mieux comprendre le caractère bourgeois du droit en même temps qu'il indique la nécessité de son dépérissement dans la société socialiste. Les règles ne disparaîtront pas, mais elles s'adapteront de beaucoup plus près aux besoins et conditions des collectifs de travailleurs. Malgré des difficultés indéniables de terminologie, cet ouvrage mérite d'être lu et médité.

(1) E. Pasukanis. *La théorie du droit et le marxisme*. E.D.I. Paris, en vente à la librairie de « T.S. ».

Communiqué

La Commission Culturelle Nationale organise des journées d'études et de débats

les 11, 12, 13 et 14 juillet
et les 28, 29, 30 et 31 août.

Les travaux porteront

- d'une part, sur l'analyse de la situation culturelle en régime capitaliste et les perspectives culturelles socialistes ;
- d'autre part, sur la recherche d'une stratégie et d'une tactique permettant d'insérer les luttes culturelles dans le cadre des luttes d'ensemble sociales et politiques.

Pour tous renseignements écrire à :

Commission culturelle nationale
81, rue Mademoiselle, 75-PARIS 15^e

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Courts métrages interdits aux moins de 18 ans

Communiqué du Bureau National

Le projet de réforme du service militaire présenté par le gouvernement manifeste le caractère politique et idéologique de l'usage qui est fait des obligations militaires.

La réduction de la durée du service est un fait positif : douze mois sont plus que suffisants pour donner aux jeunes une instruction purement militaire. Encore aurait-il fallu commencer par définir quelles doivent être les missions de l'armée et le rôle du contingent : s'il faut enseigner aux militaires les métiers de tous les grévistes qu'ils auront à remplacer, un an risque d'être trop court.

Tous les autres aspects du projet ne sont qu'une aggravation d'une situation qui est déjà parmi les plus critiques de la société actuelle :

- il n'est à aucun moment question de donner une garantie quelconque d'exercice des droits politiques et syndicaux : comme hier, comme aujourd'hui, la liberté d'expression restera limitée au droit de répondre que la soupe est bonne et ceux qui ont une idée différente de la gastronomie continueront d'être rééduqués dans des établissements comme le Fort d'Aiton où, dit le ministre « les suicides ne sont pas plus nombreux qu'ailleurs » ;

- la suppression des sursis n'est pas en elle-même une mesure condamnable, mais tant que l'ensemble du système universitaire n'aura pas été modifié, elle aboutira seulement à rendre plus difficile l'accès à l'enseignement supérieur des jeunes qui sont d'origine modeste. C'est un inconvénient qui préoccupe peu le gouvernement, pour qui cette disposition présente l'énorme avantage de permettre

une action idéologique plus précoce et donc plus efficace sur l'élément le plus turbulent de la jeunesse : quel soulagement si après un an de caserne les contestataires du Quartier Latin pouvaient être changés en anciens combattants ;

- avec la suppression presque totale des sursis apparaît une autre conséquence : les sursitaires constituaient un grand nombre de cadres pour l'armée. Ce sont des soldats de métier qui les remplaceront. On voit le plan du ministre : soumettre le contingent à une armée de métier qui constituera désormais la base de toute défense et de tout contrôle. Sous des apparences républicaines, on dessaisit la nation de son armée au profit des spécialistes et des fonctionnaires du pouvoir. En ouvrant des formes de service volontaire (milices intérieures ou service féminin), le projet montre bien sa nature : fournir au pouvoir des auxiliaires de sa politique intérieure, comme de sa politique extérieure. C'est un dévoiement du service national ;

- la disposition la plus caractéristique des intentions du pouvoir est celle qui donne le droit de vote avant 21 ans à ceux qui ont fait leur service militaire. Il était prévisible que ce régime n'accorde pas ce droit à 18 ans, mais il faut un solide cynisme pour avouer aussi nettement que l'on n'accordera de droits politiques qu'à ceux qui se seront fait laver le cerveau par leur adjudant de quartier.

Au total, le pouvoir manifeste que le service militaire est pour lui ce qu'il ne devrait jamais être : un instrument de formation idéologique au profit de la classe dominante, et un réservoir de main-d'œuvre gratuite qu'on fait varier en fonction des besoins.

En aucune façon, le service n'est organisé et conçu ainsi qu'il devrait l'être comme le moyen de donner à des citoyens la possibilité de défendre leur droit, de construire la société comme ils l'entendent, contre ceux qui voudraient les en empêcher.

Petite annonce

A vendre : Gordini 67, entièrement refaite 69. Tél. le soir : 655-17-07. Prix exceptionnel.

Le 9 juin 1970

mouton éditeur

SOCIALISME

- - **Correspondance entre LENINE et Camille HUYSMANS 1905 - 1914** documents recueillis et présentés par Georges HAUP - préface de Camille HUYSMANS 164 pages - 15 F
- - **La Deuxième Internationale 1889-1914** par Georges HAUP - préface de Ernest LABROUSSE *étude critique des sources, essai bibliographique* 393 pages - 56 F
- - **L'Internationale communiste et les problèmes coloniaux 1919-1935** par Chiara ROBERTAZZI et Enrica COLLOTTI-PISCHEL *essai bibliographique* 584 pages - 88 F
- - **Bureau socialiste international 1 : 1900-1907** par Georges HAUP *comptes rendus des réunions, manifestes et circulaires* 438 pages - 77 F
- - **Karl MARX devant le bonapartisme** par Maximilien RUBEL 164 pages - 13 F
- - **Aux origines du communisme français 1914-1920** par Annie KRIEGEL *contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français* 2 volumes 995 pages - 56 F
- - **Le centenaire du «Capital» exposés et entretiens sur le marxisme** 336 pages - 38 F
- - **Le projet révolutionnaire** par Richard GOMBIN *sociologie des groupuscules gauchistes en France* 143 pages - 10 F
- Vient de paraître*
- - **MARX et la pensée scientifique contemporaine** *Recueil des contributions sur le rôle de MARX dans le développement de la pensée scientifique contemporaine* 612 pages - 89 F
- - **Auguste BLANQUI** par Maurice DOMMANGET *des origines à la révolution de 1848 ; premiers combats et premières prisons* 352 pages - 39 F
- - **La croissance de la C.G.T. 1918-1921** par Annie KRIEGEL *essai statistique* 254 pages - 56 F
- - **Le Mouvement Syndical en France, 1871-1921** par Robert BRECY *essai bibliographique* 217 pages - 40 F

SOCIOLOGIE

- - **Le métier de sociologue** par Pierre BOURDIEU, Jean-Claude CHAMBOREDON, Jean-Claude PASSE- RON *Recueil de textes clés sur les thèmes centraux de la recherche* 430 pages - 28 F
- - **Hérésies et Sociétés dans l'Europe préindustrielle XIe - XVIIIe siècles** présenté par Jacques Le GOFF 484 pages - 67 F
- - **Naissance d'une hérésie : les adeptes de la pauvreté volontaire au Moyen Age** par Tadeusz MANTEUFFEL 208 pages - 36 F
- - **Les Sciences de l'homme en France** par Jean VIET *tendances et organisation de la recherche* 258 pages - 19 F
- - **Psychologie sociale et expérimentation** par Gérard LEMAIN, Jean-Marie LEMAIN 360 pages - 28 F
- - **Les étudiants et leurs études** par Pierre BOURDIEU, Jean-Claude PASSERON, collaboration de Michel ELIARD 149 pages - 20 F
- - **Rapport pédagogique et communication** par Jean-Claude PASSERON, Pierre BOURDIEU, Monique de SAINT-MARTIN 125 pages - 17 F
- - **Interprétation de l'organisation dans l'industrie** par Alfred WILLENER *essai de sociologie du changement* 164 pages - 27 F
- - **Education, développement et démocratie** publié par Robert CASTEL, Jean-Claude PASSERON 268 pages - 18 F
- - **Les méthodes structuralistes dans les sciences sociales** par Jean VIET 246 pages - 19 F
- - **Structures élémentaires de la parenté** par Claude LEVI-STRAUSS *nouvelle édition revue et augmentée* 592 pages - broché - 60 F relié - 77 F
- - **Les rites de passage** par Arnold VAN GENNEP *étude systématique des rites* 317 pages - 54 F

RELIGIONS

- - **La vraie histoire de la Bible** par Michael AVI-YONAH, Emil G. KRAELING *Celui qui veut connaître vraiment la Bible - une des sources principales de l'histoire de la civilisation occidentale, et le témoignage historique de la vie d'un peuple étonnant - trouvera dans ce livre un commentaire vivant, exhaustif, magnifiquement illustré, du «livre des livres»* 384 pages - 77 F
- - **Dieux d'hommes** par Henri DESROCHE *dictionnaire des messianismes et millénarismes de l'ère chrétienne* 281 pages - 84 F
- - **Juifs et chrétiens dans le monde occidental 430 - 1096** par Bernhard BLUMENKRANZ 440 pages - 29 F
- - **Les auteurs chrétiens latins du Moyen Age sur les juifs et le judaïsme** par Bernhard BLUMENKRANZ 304 pages - 42 F
- - **Recherches d'histoire judéo-chrétienne** par Marcel SIMON 210 pages - 27 F

diffusion

LIBRAIRIE NOUVELLE FACULTE
30, rue des Saints-Pères - Paris 7e - tel 222.21.48 - C.C.P. Paris 10.697.36
LIBRAIRIE MALOINE
8, rue Dupuytren - Paris 6e - tel 033.63.37-C.C.P. Paris 670